

RESTITUTION DES AVOIRS DÉTOURNÉS

L'Algérie intensifie ses démarches

Des efforts colossaux ont été consentis par l'Algérie pour la restitution des avoirs détournés à l'étranger de manière illégale, notamment par l'Issaba. En effet, selon les chiffres avancés par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, l'Algérie a transmis près de 335 demandes de coopération judiciaire à 32 pays pour tracer, geler et saisir les avoirs criminels, dans le cadre d'une vaste opération de récupération des fonds publics détournés à l'étranger. P 3



ALLOCATION TOURISTIQUE

Six banques habilitées à délivrer le droit de change

La Banque d'Algérie a annoncé, ce dimanche, dans un communiqué, la liste des banques habilitées à fournir le droit de change pour les voyages à l'étranger, communément appelé « allocation touristique », selon sa nouvelle valeur.

P 2

DÉVELOPPEMENT DES BASSINS DE GOURARA ET DE BERKINE EST

Sonatrach signe un accord de principe avec Sinopec

Le groupe Sonatrach a signé, dimanche à Alger, un accord de principe avec la société chinoise Sinopec, visant à définir le cadre de coopération entre les deux parties, en prévision de la signature d'un ou plusieurs contrats d'hydrocarbures relatifs à des zones d'intérêt situées dans les bassins de Gourara et de Berkine-est.

P 5

PNEUMATIQUES

Une usine algéro- chinoise d'envergure voit le jour à Oran

Une nouvelle ère pour l'industrie du pneumatique en Algérie s'ouvre avec la pose de la première pierre d'un immense complexe industriel dans la zone de Taфраoui, à Oran. Fruit d'un partenariat stratégique entre l'entreprise algérienne El Hadj Larbi Industries (SHLI) et le géant chinois DoubleStar Tire, ce projet symbolise l'ambition du pays de devenir un acteur majeur dans le secteur, à la fois sur le plan local et international.

P 3

ANGEM

**Financement d'environ
3 000 projets au premier
semestre 2025** P 2

VISITE DU PRÉSIDENT ZIMBABWÉEN

**L'Algérie expose
ses atouts technologiques
et industriels** P 16

BAC 2025

**Le taux national de réussite
des candidats scolarisés
a atteint 51,57%** P 16

MUTUALITÉ AGRICOLE

La CNMA réalise un résultat excédentaire de 1,2 milliard DA en 2024

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a réalisé en 2024 un résultat net excédentaire de 1,2 milliard DA, sur un total net du bilan de 41,86 milliards DA, indique le rapport de gestion et les comptes sociaux approuvés par l'Assemblée générale ordinaire de cette Caisse de mutualité agricole publique. Outre l'affectation de ce résultat net, l'Assemblée générale a approuvé les résultats des CRMA (Caisses régionales de mutualité agricole) au 31 décembre 2024. L'Assemblée générale ordinaire de la CNMA s'est tenue fin juin dernier à Oran avec pour ordre du jour essentiel l'adoption des comptes sociaux de l'exercice 2024. Elle a eu lieu en présence du directeur général de la CNMA, Cherif Benhabiles, le président du Conseil d'administration et les présidents des Conseils d'administration des 71 caisses régionales de la mutualité agricole.

ANGEM

Financement d'environ 3 000 projets au premier semestre 2025

L'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) a financé environ 3 000 projets à l'échelle nationale durant le premier semestre de l'année en cours, a indiqué à Oran la directrice générale de cet organisme, Souad Bendjemil. Le nombre de projets financés par l'ANGEM a enregistré une augmentation de 100 pour cent par rapport au premier semestre de l'année dernière, tandis que d'autres projets sont en cours de financement, a précisé Mme Bendjemil à l'APS, en marge du Salon national du jeune artisan, dont les activités se poursuivent dimanche au Village méditerranéen à Oran. Au cours du premier semestre de 2025, "les projets liés à l'économie verte ont été encouragés, à travers la mise à disposition de moyens pour la collecte de plastique et son traitement dans les usines spécialisées dans le recyclage de cette matière génératrice de revenus, ainsi que dans le domaine de la petite agriculture", a ajouté la directrice générale de l'ANGEM.

ALLOCATION TOURISTIQUE

Six banques habilitées à délivrer le droit de change

La Banque d'Algérie a annoncé, ce dimanche, dans un communiqué, la liste des banques habilitées à fournir le droit de change pour les voyages à l'étranger, communément appelé « allocation touristique », selon sa nouvelle valeur.

Par Sirine R.

En effet, la Banque d'Algérie a précisé, selon la même source, que les personnes souhaitant bénéficier du droit de change pour des séjours à l'étranger de plus de sept jours doivent réserver la devise au moins trois jours ouvrables avant la date de départ. Cette opération peut être réalisée auprès d'une agence du réseau de la Banque d'Algérie ou de l'une des banques actuellement habilitées à fournir ce service, à savoir : la Banque Nationale d'Algérie (BNA), la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR), la Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance - Banque (CNEP Banque), la Banque Extérieure d'Algérie

(BEA), la Banque de Développement Local (BDL) et enfin le Crédit Populaire d'Algérie (CPA). En somme, six banques sont concernées par cette opération. Il est à rappeler que la BA a fixé des conditions strictes pour bénéficier du droit de change destiné aux voyageurs à l'étranger. En effet, le demandeur doit être âgé de plus de 19 ans pour les adultes, ou avoir entre 12 et moins de 19 ans pour les mineurs. Il est également obligatoire de régler la somme équivalente en dinars algériens, sur la base du taux de change en vigueur le jour de l'opération. La durée du séjour à l'étranger doit, par ailleurs, être égale ou supérieure à sept jours. Enfin, le bénéficiaire est tenu de fournir certains documents lors de la demande, ainsi que d'autres

pièces justificatives au moment de la récupération du montant du droit de change. Pour rappel, le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, a signé, jeudi, cette nouvelle instruction en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, laquelle fixe le droit annuel de change pour voyage à l'étranger à 750 euros pour les adultes et à 300 euros pour les mineurs. La Banque d'Algérie a affirmé avoir mis en place des mécanismes pratiques adéquats et mobilisé les moyens logistiques les mieux adaptés aux besoins des citoyens, en vue d'assurer la fluidité de l'opération d'octroi du droit de change pour voyage, en coordination avec les parties concernées par cette opération.

AUGMENTATION DE L'ALLOCATION TOURISTIQUE

Des experts et des représentants d'agences de voyages se réjouissent

Synthèse S R.

Des économistes, des associations de protection des consommateurs et des représentants d'agences de voyages se sont réjouis, samedi, de la décision d'augmentation du montant de l'allocation touristique, entrée en vigueur depuis hier dimanche, soulignant que cette mesure, qui permettra aux Algériens de voyager plus aisément, reflète l'engagement des hautes autorités du pays à répondre aux aspirations des citoyens. Dans ce cadre, l'économiste Houari Tigharsi a affirmé à l'APS que l'entrée en vigueur du nouveau droit de change pour voyage à l'étranger (750 euros), en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aura « plusieurs effets positifs sur le plan socio-écono-

mique ». L'entrée en vigueur de ce nouveau droit de change, annoncée par la Banque d'Algérie jeudi dernier, traduit l'engagement des hautes autorités du pays à répondre aux aspirations des citoyens, qui attendaient depuis des années l'augmentation de cette allocation, a-t-il dit, soulignant que cette décision du président de la République revêtait « d'importantes dimensions économiques et sociales ». Selon lui, cette nouvelle allocation permettra aux Algériens de voyager à l'étranger plus aisément. Elle est également de nature à « faciliter les déplacements des professeurs, des chercheurs et des étudiants à l'étranger, tout en permettant aux Algériens d'envisager de nouvelles destinations touristiques, inaccessibles jusque-là », a poursuivi l'expert. Pour sa part, le directeur de l'Ecole supérieure de commerce,

l'économiste Ishak Kherchi, a fait observer que cette décision « améliorera le pouvoir d'achat des voyageurs » et incitera les citoyens à traiter davantage avec les banques, ce qui « contribuera à soutenir la stabilité de la monnaie nationale à moyen terme et à améliorer l'image financière de l'Algérie à l'échelle internationale », car il s'agit, a-t-il expliqué, d'une décision qui « illustre une ouverture financière, la maîtrise de la gestion des changes et l'augmentation des réserves de change ». De plus, cette mesure a vocation à soutenir l'activité des agences de tourisme et de voyages, ce qui aura un impact positif sur la dynamique économique, le secteur des services et les bureaux de réservation à travers le pays, a ajouté l'expert. De son côté, le coordinateur national de l'Association de protection et d'orientation

du consommateur et son environnement (APOCE), Fadi Tamim, a estimé que l'augmentation de cette allocation à 750 euros, en concrétisation d'un des engagements du président de la République, contribuera à préserver la dignité des citoyens algériens à l'étranger. Pour sa part, le président du Syndicat national des agences de tourisme et de voyages, Nadir Belhadj, a, quant à lui, qualifié de « logiques » les conditions d'accès à cette allocation, notamment celle fixant à sept (7) jours la durée minimale de séjour à l'étranger, arguant qu'il s'agit là d'un impératif pour « barrer la route à ceux qui voudraient s'adonner au trafic de devises sur le marché parallèle ». Selon lui, les agences de tourisme devraient ainsi réaliser de meilleurs résultats, leurs appréhensions concernant cette saison estivale étant désormais dissipées.

MÉDÉA

Ouverture d'une annexe de l'école normale supérieure dès la prochaine rentrée universitaire

Une annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) ouvrira ses portes au sein de l'Université Yahia Fares de Médéa à l'occasion de la rentrée universitaire 2025-2026 et proposera un cursus de formation au profit des futurs enseignants des trois paliers de l'éducation nationale, a-t-on appris, dimanche, auprès du rectorat. L'ouverture de cette annexe s'inscrit dans le cadre de la consolidation de la formation dans le domaine de l'encadrement éducatif et du renforcement des compétences du personnel de l'enseignement primaire, moyen et secondaire, a-t-on fait savoir. Se-

lon le rectorat de l'Université Yahia Fares, l'annexe de l'Ecole normale supérieure aura une capacité d'accueil de 900 places pédagogiques réparties entre trois parcours de formation. Le premier parcours est destiné aux professeurs de l'enseignement primaire (PEP) et couvre les filières de la langue arabe et du français. Le parcours de formation des professeurs de l'enseignement moyen (PEM) comprend une formation dans les domaines de la langue arabe, du français, de l'anglais, des sciences naturelles, de la physique et des mathématiques, a-t-on ajouté.

Le troisième parcours de formation est réservé aux professeurs de l'enseignement secondaire (PES) et porte sur les domaines de la langue arabe, des sciences physiques, de l'informatique et des sciences économiques, précise la même source. L'encadrement pédagogique sera assuré par des enseignants de l'Université Yahia Fares, garantissant ainsi une formation pédagogique de haut niveau répondant aux besoins du secteur de l'éducation nationale et contribuant à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, a conclu la même source.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

RESTITUTION DES AVOIRS DÉTOURNÉS

L’Algérie intensifie ses démarches

Des efforts colossaux ont été consentis par l’Algérie pour la restitution des avoirs détournés à l’étranger de manière illégale, notamment par l’Issaba. En effet, selon les chiffres avancés par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, l’Algérie a transmis près de 335 demandes de coopération judiciaire à 32 pays pour tracer, geler et saisir les avoirs criminels, dans le cadre d’une vaste opération de récupération des fonds publics détournés à l’étranger.

Par Sirine R.

Selon le ministre, 53 demandes de restitution d'avoirs ont également été adressées à 11 pays, dont un pays africain, et font actuellement l'objet d'un suivi rigoureux en coordination avec le Comité national d'experts chargé de la récupération des fonds transférés illicitement. Des réponses variables ont été enregistrées, a reconnu M. Boudjemaa, qui a néanmoins mis en avant les résultats concrets obtenus, notamment en matière de récupération de biens mobiliers, immobiliers et d'actifs financiers. Dans son discours prononcé hier à Alger, à l'ouverture des activités de célébration de la Journée africaine de lutte contre la corruption, organisée par la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre a souligné que « la restitution des produits issus des crimes de corruption constitue l'un des volets fondamentaux de la lutte contre ce fléau ». Pour surmonter les obstacles liés à la diversité des systèmes judiciaires étrangers et à la complexité des procédures, l'Algérie s'appuie sur plusieurs réseaux internationaux spécialisés, notamment l'initiative STAR (Stolen Asset Recovery Initiative) de la Banque mondiale, le Forum mondial pour la restitution des avoirs (GFAR), l'ONUDC, le GLOBE NETWORK, l'IACCC

ou encore l'Institut UNICRI, basé en Italie. L'adhésion récente de l'Algérie au réseau régional ARIN-MENA, dédié à la restitution des avoirs dans la région MENA, a, selon le ministre, « donné une nouvelle impulsion aux démarches de coopération », grâce à des réunions bilatérales et des échanges d'experts. Dans ce contexte, M. Lotfi Boudjemaa a souligné les efforts du ministère de la Justice, qui organise des réunions périodiques en visioconférence avec les représentants des pays sollicités, et a indiqué que des délégations d'experts algériens se sont rendues dans plusieurs de ces pays, en plus des efforts diplomatiques visant à sensibiliser les autorités étrangères à l'importance de cette démarche. Ces efforts ont permis la récupération de nombreux biens, qu'ils soient immobiliers, mobiliers ou financiers, a-t-il affirmé. Enfin, le ministre a évoqué les obstacles auxquels l'Algérie est confrontée dans ce domaine, notamment la spécificité des systèmes judiciaires des pays concernés, la complexité de leurs procédures, ainsi que la multiplicité des intervenants impliqués (autorités judiciaires, instances diplomatiques, etc.).

Une stratégie continentale impulsée par l’Algérie

De son côté, la présidente de la Haute Autorité, Mme Salima Mousserati, a salué le rôle

de leadership joué par l'Algérie en Afrique dans la promotion de la transparence et de la lutte contre la corruption. Elle a rappelé que le président Tebboune avait érigé cette lutte en priorité nationale, soulignant que « la récupération des avoirs publics constitue un devoir souverain, non négociable ». Mme Mousserati a également mis en exergue les initiatives africaines portées par l'Algérie depuis son adhésion à la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, notamment le soutien à l'Association des autorités anti-corruption d'Afrique, l'échange d'expériences, le renforcement de la coopération judiciaire et la mise en place de mécanismes innovants de traçage des fonds. Elle a plaidé pour une Afrique unie contre la corruption, appelant à ancrer durablement les valeurs de probité dans les sociétés africaines et à transformer les fonds récupérés en projets de développement au service des citoyens, condition essentielle pour rétablir la confiance dans les institutions de l'État. À travers cette mobilisation, l'Algérie entend consolider les fondements d'un État de droit, où les principes de transparence, de justice et de redevabilité prévalent. Dans une conjoncture régionale et mondiale marquée par la montée des défis liés à la criminalité économique et financière, Alger se positionne désormais comme un acteur moteur de la coopération anti-corruption à l'échelle du continent africain et au-delà.

PNEUMATIQUES

Une usine algéro-chinoise d’envergure voit le jour à Oran

Par Mourad A.

Une nouvelle ère pour l'industrie du pneumatique en Algérie s'ouvre avec la pose de la première pierre d'un immense complexe industriel dans la zone de Tafraoui, à Oran. Fruit d'un partenariat stratégique entre l'entreprise algérienne El Hadj Larbi Industries (SHLI) et le géant chinois DoubleStar Tire, ce projet symbolise l'ambition du pays de devenir un acteur majeur dans le secteur, à la fois sur le plan local et international. Dotée d'une capacité initiale de production de 7 millions de pneus par an, l'usine vise à terme un objectif impressionnant de 22 millions d'unités annuelles, couvrant une large gamme de produits : pneus pour voitures particulières, poids lourds, bus, engins agricoles et véhicules militaires. Dès son démarrage, le complexe entend répondre à la demande nationale et se positionner comme une plateforme d'exportation vers l'Afrique et l'Europe. « Ce projet incarne une vision industrielle moderne et tournée vers l'avenir. Il marque l'entrée de l'Algérie dans le club fermé des pays producteurs de pneumatiques à haute technologie », a déclaré Yasser Boutaba, directeur du projet, lors de la cérémonie d'inauguration. L'un des aspects les plus novateurs de cette

initiative réside dans son ancrage technologique. Le partenaire chinois DoubleStar Tire, fondé en 1921, est le premier fabricant mondial à avoir intégré dès 2016 les principes de l'Industrie 4.0 dans ses usines. L'unité de Tafraoui bénéficiera ainsi des technologies les plus avancées en matière de robotique, d'intelligence artificielle, d'automatisation et de contrôle en temps réel, assurant une production de très haute qualité avec une intervention humaine minimale. « Nous visons une production conforme aux normes européennes et américaines, avec 130 références de pneus certifiées, qui seront commercialisables sur les marchés internationaux », a précisé le PDG du groupe SHLI. Au-delà de sa portée industrielle, le projet promet des retombées économiques considérables. Il permettra de réduire la facture d'importation de pneus de près de 200 millions de dollars par an, tout en générant jusqu'à 300 millions de dollars d'exportations. À cela s'ajoute la création de plus de 2 000 emplois directs, renforçant l'ancrage territorial et la dynamique économique locale. Les travaux, dont la fin est prévue pour le dernier trimestre 2026, s'étendront sur une superficie de 9 hectares, incluant quatre bâtiments principaux : une unité de mélange du caoutchouc, une unité de fabrication, une zone pour produits finis, ainsi qu'un centre

logistique intégré. Présent lors de l'événement, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a souligné l'importance de cette réalisation dans le cadre de la stratégie nationale de substitution aux importations : « Ce projet s'inscrit dans une dynamique globale. À travers quatre projets industriels majeurs dans le secteur du pneumatique, dont celui d'Oran, 54 milliards de dinars ont été mobilisés, ce qui permettra à l'Algérie d'atteindre une production totale de 20 millions de pneus en 2026, couvrant tous les segments, y compris les pneus pour avions ». En effet, en plus d'Oran, des projets similaires sont en cours de développement à Tougourt, Aïn M'lila et Sétif (notamment avec le projet Iris), ce qui laisse entrevoir une véritable mutation industrielle du pays dans ce domaine stratégique. L'usine de Tafraoui ne se limite pas à une simple production locale. Elle incarne aussi un transfert technologique ambitieux porté par une coopération sino-algérienne inédite dans le secteur. Grâce à la mise en œuvre de normes internationales et à l'introduction de solutions intelligentes dans la chaîne de production, l'Algérie se dote d'un outil industriel capable de rivaliser avec les grands producteurs mondiaux.

LAIT INFANTILE

Pose de la première pierre d’une usine à Oran

Dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya d'Oran, le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a procédé, hier, à la pose de la première pierre d'un projet industriel majeur dédié à la production de lait infantile. Il était accompagné du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, et du wali d'Oran, Samir Chaibani. Ce projet, porté par la société TAZI, est le premier du genre en Algérie dans le domaine du lait pour nourrissons. D'un investissement initial de 5,5 milliards de dinars, il prévoit une capacité de production annuelle de plus de 40 millions de boîtes, soit 40 % des besoins nationaux. Une avancée majeure pour le pays, qui dépendait jusqu'ici largement des importations pour couvrir la demande dans ce secteur stratégique. La future usine, implantée dans la zone industrielle de Tafraoui à Oran, sera dotée d'une chaîne de production intégrée, allant de la fabrication des boîtes à la production et au conditionnement du lait, en conformité avec les normes internationales les plus strictes. Elle mobilisera les technologies les plus récentes du secteur agroalimentaire et devrait créer 200 emplois directs.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Signature de deux conventions entre la HATPLC et CSJ

Deux conventions de coopération ont été signées entre la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC), le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et la Cellule de traitement des renseignements financiers relevant du ministère des Finances, dans le but de renforcer la coopération dans le domaine de la lutte contre la corruption. Ces conventions ont été signées en marge de la célébration par la HATPLC de la Journée africaine de lutte contre la corruption sous le thème "Renforcer la dignité humaine dans la lutte contre la corruption", qui a vu la présence de membres du Gouvernement, de responsables d'instances officielles et des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie. Les conventions signées visent notamment à "renforcer la coopération pour identifier les activités et les mesures à entreprendre en matière de prévention et de lutte contre la corruption, ainsi que les engagements des parties concernées, et à consolider la coopération pour la mise en œuvre des programmes de formation portant sur les questions de gouvernance, de transparence, de détection et de dénonciation de la corruption" outre "l'échange d'informations et d'expertises entre les parties afin de renforcer la gouvernance et lutter contre la corruption". En vertu des deux conventions, les parties concernées s'engagent à "mobiliser les ressources humaines et matérielles nécessaires à la concrétisation des activités inhérentes à leur domaine, et à contribuer activement à la conception, à la préparation et à l'évaluation des actions liées à la prévention de la corruption, outre l'organisation par la HATPLC de sessions de formation et des journées de sensibilisation sur la transparence et la lutte contre la corruption, au profit des catégories concernées".

DESTINÉE AUX
PROFESSIONNELS DE
LA SANTÉ,
COMMERCANTS ET
ACTIVITÉS LIBÉRALES

Le CPA lance sa
nouvelle gamme de
financement ”Easy”

Le Crédit Populaire d’Algérie (CPA) a dévoilé, samedi, sa nouvelle gamme de produits de financement baptisée "Easy". Cette initiative vise à soutenir les entreprises du secteur du commerce, les artisans et les professionnels libéraux, en particulier dans les domaines de la vente au détail et en gros. L’offre, désormais disponible dans les agences du CPA à travers le pays, inclut également des services pour les clients des filiales PROMED et PROLIB. "Easy" se distingue par sa flexibilité et son accompagnement complet, alliant financement et conseils spécialisés. L’offre se décline en plusieurs produits adaptés aux besoins des entreprises et des professionnels, parmi lesquels : Easy Develop : Un crédit destiné à financer l’installation ou le développement d’activités commerciales, qu’elles soient en phase de création ou déjà en activité. Easy Pro : Un crédit de moyen et long terme pour l’acquisition d’équipements professionnels et l’extension d’activités existantes. Easy Med : Spécialement conçu pour les professionnels de la santé, ce produit permet l’achat d’équipements médicaux et l’aménagement de cabinets médicaux. Easy Local : Un crédit d’investissement destiné à l’acquisition de locaux commerciaux pour l’exercice d’activités professionnelles. Cette nouvelle offre s’inscrit dans une stratégie plus large de modernisation des services bancaires du CPA, visant à répondre aux besoins de sa clientèle, tout en facilitant l’accès aux financements nécessaires à la croissance des entreprises algériennes. En parallèle, la banque a annoncé la mise en place de ses nouvelles plateformes de paiement à distance, "Cpay" et "Cpawimpay", dans le cadre de son effort de transformation digitale. Cette initiative fait écho à la volonté du CPA de rapprocher davantage ses services des citoyens, notamment à travers l’ouverture de nouvelles agences et un soutien renforcé à la digitalisation des entreprises. Le lancement de ces produits "Easy" est aussi un signal fort du rôle clé que la banque entend jouer dans le soutien à l’entrepreneuriat et à l’innovation, en ligne avec les objectifs économiques du pays pour 2025.

INNOVATION

Renforcement des liens avec la diaspora algérienne aux États-Unis

Le secrétaire d’État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale à l’étranger, Sofiane Chaïb, a participé, samedi, en compagnie du ministre de l’Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, à une rencontre organisée en visioconférence par le consul général d’Algérie à San Francisco avec un groupe d’experts et de compétences algériennes établis dans l’ouest des États-Unis. Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, cette rencontre, la première du genre, s’est tenue en marge de la visite actuellement effectuée par une délégation de l’accélérateur de start-up « Algeria Venture » dans la Silicon Valley, au sud de la baie de San Francisco, dans le but

d’explorer l’écosystème de l’innovation en Californie. Le secrétaire d’État a salué le rôle actif joué par nos compétences en Californie et leur représentation honorable du pays à l’étranger, d’autant plus que la majorité d’entre eux sont diplômés d’écoles et d’universités algériennes. Il a également mis en avant leur contribution au renforcement des relations algéro-américaines, ainsi que leur engagement dans l’accompagnement des efforts de développement du pays, dans leurs domaines respectifs, dans le cadre des différents avantages et incitations mis à leur disposition par l’État. M. Chaïb a également mis en valeur les efforts soutenus du ministère des Affaires étrangères pour répondre aux attentes de notre communauté à l’étranger et offrir des

services de qualité, renforçant ainsi leurs liens avec la patrie. Il a indiqué, à ce propos, que des démarches sont actuellement en cours, après l’obtention récente des autorisations nécessaires des autorités américaines compétentes, en vue de l’ouverture du consulat général d’Algérie à San Francisco dans les prochaines semaines, afin d’assurer les services attendus. Il a enfin rappelé que la décision d’ouvrir une représentation consulaire à San Francisco s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à rapprocher l’administration du citoyen et à améliorer continuellement les services consulaires offerts aux Algériens de l’étranger.

AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS DE 90 ARTISANS DE 35 WILAYAS

Ouverture du Salon national du jeune artisan à Oran

Le Salon national du jeune artisan s’est ouvert, samedi soir, au village méditerranéen d’Oran, avec la participation de plus de 90 artisans de 35 wilayas, exerçant dans divers

domaines de l’artisanat. La cérémonie d’ouverture s’est déroulée en présence du directeur général de l’Agence nationale de l’artisanat traditionnel, Abdelhak Kerdid représentant la ministre du Tourisme et de l’Artisanat, du directeur général de la Chambre nationale de l’artisanat et des métiers (CNAM), Abdelkrim Berki, de la directrice générale de l’Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), Souad Bendjemil, ainsi que des autorités locales. Cette manifestation vise à encourager les jeunes à préserver et perpétuer les métiers artisanaux, tout en valorisant leur contribution dans le domaine de la créativité et l’amélioration des produits artisanaux, tant sur le plan de la performance que du marketing, a indiqué M. Kerdid, lors de l’ouverture du salon organisé sous l’égide du ministère du Tourisme et de l’Artisanat. Il a ajouté

que le salon constitue un espace d’échange d’expériences entre jeunes artisans, d’acquisition de nouveaux savoir-faire pour développer leurs produits, ainsi qu’une plateforme de contact direct avec le client, permettant aux exposants de faire connaître leurs créations, de mieux cibler les besoins du marché pour améliorer leur offre. De son côté, M. Berki a souligné que l’Algérie compte environ 465 000 artisans, dont 25 pour cent sont des jeunes. Il a indiqué que la Chambre nationale de l’artisanat et des métiers a mis en place un programme spécial pour cette catégorie, qui comprend notamment des formations sur le marketing numérique, l’usage de l’intelligence artificielle, et la prise de contact avec les startups pour exploiter les plateformes numériques de vente et de promotion.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 20 جويلية 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 20 Juillet 2025

Produits		اسعار التجزئة			المنتجات
		معدل	أعلى	أدنى	
Prix du détail ¹		دج / كغ			
DA / Kg		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	61	68	54	البطاطا
	Tomate	73	87	58	الطماطم
	Oignon sec	42	48	35	البصل الجاف
	Ail sec	429	493	366	الثوم الجاف
	Carotte	94	104	83	الجزر
	Navet	111	122	100	لفت
	Poivron	97	110	84	الفلفل الاخضر
	Piment	118	136	100	الفلفل الحار
	Courgette	82	95	70	الكوسة
	Haricot vert	231	252	210	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	100	113	87	الخس
Fruits frais	Pomme locale	383	456	309	التفاح المحلي
	Datte	589	713	465	التمر
	Banane	441	452	428	الموز
	Melon	102	118	86	البطيخ الأصفر
	Pastèque	70	83	57	البطيخ الأحمر
	Raisin	264	316	211	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1781	1918	1644	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	339	352	326	الدجاج
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	426,00	NC	0,00	0,51	1,00	8,22	7,04	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 440,00	1450,00	0,69	1,05	2,45	9,32	5,36	81016	117 473 200,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	1,72	5,75	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,32	12,10	5,43	1517	3 489 100,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,36	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-1,74	2,03	-	0	0,00

DÉVELOPPEMENT DES BASSINS DE GOURARA ET DE BERKINE EST

Sonatrach signe un accord de principe avec Sinopec

Le groupe Sonatrach a signé, dimanche à Alger, un accord de principe avec la société chinoise Sinopec, visant à définir le cadre de coopération entre les deux parties, en prévision de la signature d'un ou plusieurs contrats d'hydrocarbures relatifs à des zones d'intérêt situées dans les bassins de Gourara et de Berkine-est.

Par Réda Hadi

L'accord a été signé par Ferhat Ounoughi, vice président en charge du Business Développement et du marketing, et Wu Xiuli, Président directeur général du groupe chinois Sinopec Overseas Oil and Gas Limited (SOOGL), sous la supervision du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab et du PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi.

En vertu de cet accord, les deux parties discuteront du plan de travail à adopter pour l'évaluation et l'exploitation des ressources d'hydrocarbures dans les bassins de Gourara et de Berkine-est, en veillant à l'intégration des meilleures pratiques en matière de protection de l'environnement et d'exploitation responsable des ressources naturelles.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le Président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a précisé que « cette signature, fruit d'un long processus de coopération et de travail conjoint, est à même d'ouvrir des perspectives prometteuses aux deux parties pour l'exploration des ressources en hydrocarbures dans les deux zones, ce qui renforcera les opportunités de partenariat et la conclusion de contrats d'hydrocarbures prometteurs dans le cadre d'une valorisation responsable et durable des richesses de notre pays ». Il a souligné que le groupe considère

cet accord comme une étape «nouvelle et constructive» dans le contexte de la relation «historique» qui l'unit à Sinopec, soulignant que ce partenariat renouvelé «reflète la confiance mutuelle entre les deux parties et la convergence des vues quant à l'importance de développer nos ressources naturelles sur des bases scientifiques et techniques solides».

Il s'est dit, par ailleurs, confiant que l'accord permettra aux deux parties de lancer, à l'avenir, des projets de qualité «répondant aux aspirations de nos deux pays et peuples, et contribuant au développement durable des ressources énergétiques».

Il a également précisé que l'accord permet aux deux parties de travailler dans les bassins de Gourara et de Berkine Est pour une durée de six (6) mois renouvelable, soulignant: «Nous espérons qu'au terme de cette période, un contrat d'hydrocarbures sera signé pour le développement de ces deux périmètres, à même de renforcer nos capacités de production».

Hachichi a expliqué que cet accord s'inscrit dans le cadre du plan de développement de Sonatrach, notamment son engagement à élargir ses partenariats stratégiques et à ouvrir de nouvelles perspectives dans les domaines de l'exploration, du développement et de l'innovation, soulignant avoir perçu chez ses partenaires de "Sinopec" une forte volonté de porter la coopération à un niveau stratégique à la hauteur de la profondeur des relations traditionnelles entre l'Al-

gérie et la Chine. De son côté, le Directeur Général et membre du Conseil d'administration de "Sinopec", Xue Weisong, a affirmé que cet accord représentait un «tournant décisif» dans les relations de partenariat entre les deux parties, exprimant la volonté de la société chinoise de contribuer au développement du secteur des hydrocarbures en Algérie, en mettant à disposition son expertise dans ce domaine. "Sinopec" est convaincue que ses projets en Algérie apporteront une valeur «durable» à sa coopération avec Sonatrach, leur permettant de se développer ensemble à un rythme «rapide», a-t-il ajouté. Il a également affirmé que "Sinopec" ambitionne de travailler à différents niveaux, en menant des études conjointes avec Sonatrach et en examinant la possibilité de réaliser des usines de production d'outils essentiels pour le secteur des hydrocarbures afin de permettre aux deux parties de tirer parti de cette dynamique.

Pour rappel, la société "Sinopec" est présente en Algérie depuis 2002, où elle exploite, en partenariat avec Sonatrach, le gisement de Zarzaitine, dans le cadre d'un contrat de partenariat visant à la récupération et la valorisation des hydrocarbures disponibles dans ce champs. "Sinopec" est également un partenaire de Sonatrach en vertu d'un contrat d'hydrocarbures signé le 25 février 2025, portant sur l'exploration et l'exploitation du périmètre de Hassi Berkane Nord.

ENTRE DEMANDE NATIONALE ET AMBITIONS D'EXPORTATION

Des défis à relever pour Sonelgaz

Par M. A.

Face à une demande énergétique nationale en constante augmentation et une volonté affirmée de s'imposer sur les marchés internationaux, Sonelgaz affiche aujourd'hui une ambition à la hauteur de son statut de pilier du secteur énergétique algérien. Avec une capacité de production portée à 27 333 MW en 2024, l'entreprise publique confirme son rôle stratégique dans la sécurité énergétique du pays et dans son intégration régionale. Le défi est de taille : concilier l'extension des capacités de production avec les besoins croissants du marché intérieur, tout en consolidant une présence à l'export. Cette double exigence place Sonelgaz au cœur d'une équation énergétique complexe. « Nous avons atteint un pic historique de 19 770 mégawatts cette année, un chiffre jamais atteint auparavant. Cela témoigne de la robustesse de notre infrastructure et de l'efficacité de notre planification », a souligné Khalil Hedna, porte-parole du groupe, lors d'une intervention sur El Hayat TV.

Pour faire face à la hausse rapide de la consommation, notamment durant les fortes chaleurs estivales, Sonelgaz a engagé en 2025 des investissements de l'ordre de 168 milliards de dinars, destinés à la maintenance, au renforcement du ré-

seau et à l'amélioration de la qualité de service. L'entrée en service de la plus grande centrale électrique du pays à Mostaganem (1 450 MW) incarne cette dynamique, tout comme l'interconnexion complète du réseau Nord-Sud, aujourd'hui capable de gérer les flux entre toutes les régions. Par ailleurs, 10 wilayas du Grand Sud ont bénéficié de nouveaux équipements : 6 centres de transformation, 6 postes haute tension, 2 postes mobiles et 35 lignes à haute tension, pour un total de 945 kilomètres. Ces infrastructures visent à réduire les disparités régionales et à sécuriser l'approvisionnement en zones éloignées.

Soutien au développement économique et électrification inclusive

Dans le cadre de sa stratégie d'ouverture, l'exportation d'électricité devient un axe prioritaire. Plus de 500 MW sont régulièrement exportés vers la Tunisie, avec des pics atteignant 1 000 MW. Des projets d'interconnexion sont également en cours avec la Libye, l'Égypte, l'Italie et l'Espagne, sans oublier la participation active aux réseaux régionaux africains WAPP et WAAP.

« L'électricité est la seule énergie qu'on ne peut stocker. Dès qu'elle est produite, elle doit être consommée. C'est pourquoi notre stratégie repose sur l'ouverture aux

marchés voisins », a expliqué Khalil Hedna.

En parallèle, Sonelgaz mène une transition vers les énergies renouvelables avec un projet solaire d'envergure : 15 000 MW d'ici 2030. À ce jour, 21 centrales photovoltaïques et 1 centrale éolienne à Adrar injectent déjà 500 MW dans le réseau. La première phase de 3 200 MW est en cours, avec un objectif d'économiser 1,4 milliard de m³ de gaz naturel par an, permettant de libérer des volumes pour l'export.

L'électrification du tissu économique constitue un autre pilier de la stratégie de Sonelgaz. Le groupe prévoit de raccorder 87 000 exploitations agricoles d'ici 2026, avec une facilité de paiement échelonné sur 36 mois, sans avance exigée. Parallèlement, 41 zones industrielles ont été connectées au réseau afin de favoriser l'installation d'investisseurs. Pour El Houari Tigharsi, expert économique, le lien entre énergie et développement est évident : « Le lien entre électricité et développement local est fondamental. Sans énergie, pas d'industrie, pas d'agriculture performante, pas de services modernes ». Au-delà de l'exportation d'électricité, Sonelgaz mise sur la valorisation de ses compétences industrielles. En 2024, ses recettes d'exportation ont atteint 268 millions d'euros, soit une hausse de 22 %.

EXPLORATION DES HYDROCARBURES

ENI consolide sa position en Afrique du Nord

Par Mourad A.

Par sa stratégie ambitieuse d'exploration et de production, le géant énergétique italien ENI renforce sa présence en Afrique du Nord, avec une attention croissante portée à l'Algérie. Dans un contexte mondial marqué par la quête de sécurité énergétique et la transition vers une énergie plus propre, le groupe mise sur une diversification de ses actifs et une augmentation significative de sa production de gaz, notamment sur le sol algérien.

L'Algérie occupe une place stratégique dans la nouvelle cartographie énergétique d'ENI. Profitant de l'ouverture accrue du secteur énergétique algérien aux partenariats internationaux, l'entreprise a remporté récemment un appel d'offres pour le développement d'actifs gaziers, en coopération avec la société thaïlandaise PTT. Elle a également scellé un nouvel accord avec Sonatrach, renforçant l'exploration dans la région prometteuse de Zemoul. Ces opérations illustrent la volonté d'ENI d'approfondir son ancrage dans un pays riche en ressources et à proximité du marché européen. Le retour à une coopération plus soutenue avec Sonatrach témoigne d'une confiance renouvelée et d'une stratégie de développement à long terme dans l'amont pétrolier et gazier.

L'orientation stratégique d'ENI vise à faire du gaz naturel 60 % de son portefeuille énergétique d'ici 2030, contre 54 % actuellement, avec un objectif de 90 % à l'horizon 2050. Dans cette dynamique, l'Algérie, déjà fournisseur historique de l'Europe via ses gazoducs et terminaux de GNL, représente un pilier essentiel pour les ambitions d'ENI. L'accord conclu avec Sonatrach intervient dans un contexte où l'Italie cherche à renforcer sa sécurité énergétique en diversifiant ses sources d'approvisionnement hors de Russie. En ce sens, l'Algérie, partenaire fiable et géographiquement proche, s'impose naturellement comme un levier géostratégique de premier plan pour ENI.

La force d'ENI réside dans sa "politique d'exploration double", un modèle qui consiste à initier seule les travaux d'exploration puis à ouvrir le capital des projets à des partenaires financiers et technologiques, tout en conservant son rôle d'opérateur. Cette méthode, appliquée à divers projets en Afrique, a permis à l'entreprise de découvrir depuis 2014 plus de 9 milliards de barils équivalent pétrole, dont 1,2 milliard rien qu'en 2023. Elle s'est déjà illustrée en Égypte avec le mégachamp gazier de Zohr, et en Côte d'Ivoire avec le champ offshore Baleine. En Algérie, ce modèle pourrait ouvrir la voie à de nouveaux développements rapides et à un partage optimisé des risques financiers, dans un environnement de plus en plus concurrentiel. Outre l'Algérie, ENI mise également sur la Libye, où elle a repris ses activités dans le bassin de Ghadamès après une décennie d'interruption, et se prépare à forer un puits profond dans le bassin de Syrte en 2025. L'Égypte reste également un axe majeur de croissance. Cette concentration sur l'Afrique du Nord reflète non seulement la richesse du sous-sol mais aussi la volonté d'ENI de sécuriser des ressources à proximité de ses marchés européens.

MOSTAGANEM

Raccordement de plus de 1.700 foyers au réseau du gaz naturel dans des régions rurales reculées

Plus de 1.700 foyers situés dans des régions rurales et reculées de la wilaya de Mostaganem ont été raccordés au réseau du gaz naturel, selon la Direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de la wilaya.

Le programme visant à approvisionner les zones rurales reculées en gaz naturel a permis jusqu'à présent le raccordement de 1.749 foyers, grâce à l'achèvement et la mise en service de 7 projets, a souligné la même source.

Ces projets ont contribué à élever le taux de couverture en gaz naturel dans la wilaya à environ 60,10%. La longueur totale du réseau de distribution de gaz a atteint 1.495,38 km, tandis que le nombre global d'habitations raccordées s'élève désormais à 112.273, a-t-on ajouté.

Concernant la sécurisation de l'usage du gaz et la protection des citoyens contre le monoxyde de carbone, 108.345 logements ont été équipés de détecteurs de gaz, avec 216.690 détecteurs installés, soit deux par foyer. Par ailleurs, le programme de raccordement des zones éloignées au réseau d'électricité, comprenant 29 projets, a été entièrement achevé cette année, selon la même direction. Ces réalisations ont permis de porter le taux d'électrification de la wilaya à plus de 97%, avec 242.215 foyers raccordés au réseau de distribution qui s'étend sur 7.478 km.

SKIKDA

Relogement de 98 familles de la commune de Ramdane Djamel

Plus de 98 familles qui résidaient dans des habitations précaires dans plusieurs quartiers de la commune de Ramdane Djamel ont été relogées jeudi dans des appartements neufs sous la supervision des services de la wilaya de Skikda. L'opération qui s'est déroulée dans de bonnes conditions a concerné des habitants des cités Bezghaïa, Djisr El forsane et Chouhada ainsi que des constructions précaires à proximité de Oued Safsaf. Dans une déclaration à l'APS à l'occasion, la cheffe de daïra de Ramdane Djamel, Mme Souheila Tebina, a indiqué que l'opération a été marquée par la mobilisation des moyens matériels et humains nécessaires de plusieurs directions et entreprises publiques de wilaya. Dès la fin de l'opération de relogement, les autorités locales ont entamé la démolition des habitations précaires pour en récupérer les terrains et les exploiter pour de futurs projets, a-t-on indiqué.

NAÂMA

Une production d'environ 325 quintaux de graines de tournesol prévue à Sfissifa

Une production estimée à environ 325 quintaux de graines de tournesol est prévue cette saison dans la daïra de Sfissifa, wilaya de Naâma, a indiqué samedi, le chef de la circonscription agricole de la daïra, Benouis El-Medjdoub .

La récolte de ce produit, matière première pour l'extraction des huiles végétales, sera lancée début août, sur une superficie cultivée de 13 hectares, avec un rendement moyen attendu d'environ 25 quintaux par hectare, indique le même responsable lors d'une journée d'information et d'orientation à l'intention des agriculteurs sur le développement des cultures du maïs en grain et du tournesol, tenue dans une exploitation agricole au village de Bel-

grad (commune de Sfissifa).

A cette occasion, il a rappelé les incitations prévues par l'Etat en faveur des agriculteurs et producteurs engagés dans cette culture stratégique, notamment une prime de production de 3.000 dinars par quintal, une autre de transformation de 500 dinars/quintal pour les transformateurs, ainsi qu'une subvention de 50% sur les engrais. La superficie visée cette année pour la culture du tournesol dans la wilaya de

Naâma est d'environ 100 hectares, compte tenu des résultats positifs enregistrés lors de la précédente saison agricole, a-t-on ajouté. Il est à noter que cette journée a été organisée par la Chambre d'agriculture de la wilaya, en collaboration avec le bureau de vulgarisation agricole et le service de communication de la Direction des services agricoles, dans le but d'encourager les agriculteurs à s'orienter vers cette culture stratégique.

SOUK AHRAS

281 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique depuis 2021

Plus de 281 exploitations agricoles de la wilaya de Souk Ahras ont été raccordées au réseau électrique depuis le lancement de ce programme en mars 2021 à ce jour dans le cadre des efforts de consolidation du développement agricole et d'encouragement de l'investissement dans ce secteur, a-t-on appris samedi au-

près de la direction de wilaya de distribution de l'électricité et du gaz. Selon la chargée de communication de cette direction, Sihem Benaïcha, le raccordement de ces exploitations au réseau de basse et moyenne tensions a nécessité l'installation d'un réseau de plus de 100 km et une enveloppe financière de 410 millions DA reflétant l'engage-

ment de l'Etat à soutenir les agriculteurs et étendre la couverture énergétique aux régions rurales. Selon la même source, les agriculteurs touchés par l'opération ont bénéficié de facilités dont l'annulation de la condition de paiement anticipé des frais de raccordement pour alléger leurs charges et leur permettre de développer leurs pro-

jets et capacités de production. Ces projets ont consolidé l'infrastructure de base énergétique de la wilaya et ont traduit l'attention accordée par l'Etat à l'accompagnement des agriculteurs pour parvenir à un développement global et durable du secteur qui constitue un des piliers de l'économie nationale, a-t-on souligné.

TIMIMOUN

Lancement d'une campagne de sensibilisation aux risques d'intoxication alimentaire

Une campagne de sensibilisation des citoyens aux risques d'intoxication alimentaire, notamment en période estivale, a été lancée à Timimoun, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale du Commerce. L'initiative vise à sensibiliser le citoyen sur les précautions à prendre pour éviter les produits impropres à la consommation et à tenir compte des conditions d'hygiène dans lesquelles sont préparés les produits proposés à la vente mais aussi les

conditions de conservation des aliments, a indiqué le directeur du Commerce, Moussa Nemr. Des dépliants de sensibilisation sont distribués aux citoyens au niveau des espaces commerciaux et des lieux publics, pour les orienter sur les comportements à adopter afin d'éviter les risques d'intoxication alimentaire et les réflexes à prendre le cas échéant, en plus de donner des explications sur les aliments nécessitant des conditions de conservation particulières, a-t-il

ajouté. Plusieurs partenaires, dont les directions de la Santé et des Affaires religieuses et les services communaux, sont également impliqués dans cette campagne de sensibilisation devant se poursuivre jusqu'au mois de septembre prochain et englobant, parmi ses activités, des journées d'études, des sorties sur le terrain ainsi que des cours au niveau des mosquées sur les risques d'intoxication alimentaire.

SAÏDA

Relogement de plus de 70 familles à Ouled Khaled dans de nouveaux logements

Plus de 70 familles occupant des habitations précaires dans la commune de Ouled Khaled (wilaya de Saïda) ont été relogées jeudi dans de nouveaux logements, a indiqué le chef de daïra de Sidi Boubekeur, dont relève cette commune. Said Mansouri a souligné à

la presse, en marge de l'opération de démolition de ces habitations précaires, que 77 familles issues des quartiers 128 Logements, la gare ferroviaire et Daâilil, dans la commune d'Ouled Khaled, ont été relogées dans la région d'El Mathnia, relevant de cette collectivité lo-

cale. Les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés pour l'opération de relogement de ces familles. Il a été procédé également à la démolition des habitations précaires. Les terrains récupérés seront affectés à la réalisation de projets pu-

blics, ajoute le responsable. Le responsable a révélé, aussi, qu'une opération similaire sera mise en œuvre dans les prochains jours, en vue de reloger 19 familles occupant des habitations précaires à Daâilil, dans de nouvelles habitations à El Mathnia.

RELIZANE

Neuf millions de mètres cubes d'eau réservés à la campagne d'irrigation agricole

Un volume de 9 millions de mètres cubes d'eau a été réservé, dans la wilaya de Relizane, à partir du barrage "Sâada" situé dans la commune de Sidi M'hamed Benaouda, pour soutenir la campagne d'irrigation agricole de l'année en cours, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de l'Hydraulique. Le chef de service de l'hydraulique, Benaouda Harrat, a indiqué que ce volume d'eau a été attribué par l'antenne locale de l'Office na-

tional d'irrigation et de drainage (ONID), à partir du barrage "Saâda", pour irriguer une superficie totale estimée à 5.000 hectares dans le périmètre irrigué de "La Mina". La distribution de cette dotation en eau a été lancée au profit des agriculteurs enregistrés auprès de l'Office, dans le cadre de l'opération d'irrigation d'appoint des vergers d'arbres fruitiers, a ajouté la même source. M. Harrat a également rappelé que ses services ont consacré, au début de l'an-

née en cours, un volume de 3,5 millions de mètres cubes d'eau pour l'irrigation, durant cette saison, de plus de 1.300 hectares de terres agricoles réservées aux cultures stratégiques (céréales), à partir du même barrage. La direction de l'Hydraulique a appelé les agriculteurs des différentes filières à adopter les systèmes économes en eau afin d'optimiser l'exploitation de cette ressource et d'améliorer le rendement agricole.

IA & RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Quand les pays misent sur la pluie artificielle

Alors que le réchauffement climatique et les périodes de canicule s'intensifient, amplifiant les tensions hydriques, certaines nations intensifient leur recours à la géo-ingénierie pour répondre à des besoins locaux critiques.

Parmi les technologies en jeu, l'ensemencement des nuages, longtemps cantonné aux marges du débat scientifique, fait aujourd'hui l'objet de programmes étatiques ambitieux, notamment en Chine et aux Émirats arabes unis. Leur point commun : mobiliser l'IA, la donnée et l'automatisation pour transformer un ciel incertain en ressource programmable. L'ensemencement des nuages (cloud seeding) vise à stimuler la pluie ou la neige en injectant dans l'atmosphère des particules comme l'iodure d'argent ou du sel qui favorisent la condensation. Utilisée depuis des décennies, cette technique est aujourd'hui optimisée par la modélisation météo et l'IA. Si la Chine et les Émirats arabes unis s'imposent comme figures de proue d'une ère météorologique orchestrée par algorithmes, ils ne sont pas les seuls à explorer les potentialités de l'ensemencement des nuages couplé à l'IA. Des pays comme les États-Unis, la Thaïlande ou encore la Russie développent également des approches spécifiques, reflétant des priorités aussi diverses que leurs contextes politiques et climatiques. Aux États-Unis, certains États de l'Ouest comme le Colorado, le Nevada ou la Californie déploient des projets visant à accroître les réserves de neige dans les Rocheuses, pour améliorer

la recharge des nappes et des réservoirs, l'IA y est mobilisée pour affiner les prévisions hydrologiques et guider les décisions des autorités locales. En Thaïlande, l'objectif est principalement agricole, avec une IA utilisée pour planifier finement les cycles d'ensemencement. Quant à la Russie, elle mobilise ces outils de manière ponctuelle et stratégique, notamment pour éviter la pluie lors d'événements publics emblématiques comme les défilés militaires à Moscou.

Chine : la géo-ingénierie comme levier stratégique de stabilité

La Chine a, depuis deux décennies, intégré la modification du climat à son agenda de gestion territoriale. Ce choix ne relève pas seulement de l'innovation météorologique, mais s'inscrit dans une logique plus large de sécurisation hydrique, de soutien agricole et de contrôle environnemental. En 2020, le Conseil d'État chinois dévoilait un plan national visant à doter le pays, d'ici 2025, d'un système de modification météorologique couvrant plus de 5,5 millions de kilomètres carrés. Un dispositif qui repose sur une infrastructure à plusieurs étages : flottes d'avions d'ensemencement, batteries de lance-roquettes météorologiques, radars en réseau, et, de plus en plus, systèmes d'IA intégrés capa-

bles de prévoir les conditions optimales d'intervention, voire de piloter automatiquement des drones à haute altitude. Ce recours massif à la technologie a été utilisé lors des Jeux olympiques de Pékin en 2008, les autorités chinoises avaient alors revendiqué publiquement leur capacité à repousser les précipitations hors du périmètre des cérémonies. Cette politique vise aujourd'hui à protéger des zones agricoles critiques, à renforcer les bassins hydroélectriques et à compenser les effets inégaux des sécheresses internes. Elle incarne une vision assumée de la gouvernance environnementale, où le climat devient une ressource pilotable et stratégique au service de la stabilité nationale.

Émirats arabes unis : innovation ciblée et diplomatie climatique

À l'opposé géographique, mais dans une logique similaire de souveraineté hydrique, les Émirats arabes unis ont lancé dès les années 2000 un vaste programme d'ensemencement des nuages. Le pays, dont plus de 90 % de l'eau douce provient du dessalement, voit dans cette technique une opportunité de réduire sa dépendance énergétique et d'anticiper une pression démographique croissante. Sous l'égide du National Center of Meteorology, les Émirats ont testé des ap-

proches variées, allant de l'ensemencement par avion à des méthodes plus expérimentales : en particulier, l'émission de charges électriques par drones dans les cumulus, une technologie développée en partenariat avec des universités britanniques. Ici aussi, l'IA joue un rôle clé dans la modélisation et la planification : des algorithmes anticipent l'évolution des masses nuageuses et optimisent les trajectoires de vol en fonction des microclimats observés. Au-delà des enjeux purement techniques, le programme s'inscrit dans une stratégie plus large de positionnement géopolitique vert. Lors de la COP28 à Dubaï, les Émirats ont clairement affiché leur volonté de devenir un hub de l'innovation climatique dans la région. L'ensemencement des nuages y est présenté non comme une solution miracle, mais comme un maillon d'un portefeuille d'adaptations technologiques. Certaines études suggèrent une augmentation des précipitations de 5 à 15 %, cependant l'efficacité de l'ensemencement des nuages reste difficile à mesurer. De plus en plus de pays ont recours à cette technologie, ce qui soulève des enjeux éthiques et géopolitiques alors qu'il n'existe aucune régulation internationale claire sur la modification artificielle du climat : un pays peut-il y recourir au détriment de ses voisins ?

Source : www.actuia.com

GROK 4

L'humanité est-elle à l'aube de l'intelligence post-humaine ?

Par Xavier Dalloz (*)

Grok 4, développé par xAI, marque un tournant dans l'IA. Plus puissant que ses prédécesseurs, il ouvre la voie à l'intelligence générale (AGI). Entre promesses de progrès et risques systémiques, Elon Musk prédit une rupture dès 2026. L'annonce récente de Grok 4 par Elon Musk constitue un moment charnière dans l'histoire de l'intelligence artificielle. Pour beaucoup, il ne s'agit que d'une nouvelle version d'un assistant conversationnel. En réalité, nous entrons dans une nouvelle ère : celle de l'intelligence artificielle générale (AGI), où les capacités de raisonnement, d'invention et de décision de la machine pourraient égaler, voire dépasser, celles de l'homme. C'est une révolution silencieuse, mais d'une portée considérable : scientifique, économique, philosophique, civilisationnelle. Grok 4, développé par xAI, n'est pas simplement plus puissant que ses prédécesseurs. Il en change la nature. Conçu comme un moteur de découverte, il est capable non seulement de comprendre et de générer du langage, mais aussi d'explorer des domaines scientifiques complexes, de générer des hypothèses, d'émettre des raisonnements inédits. Il pourrait, dans un avenir proche, contri-

buer à la découverte de nouveaux matériaux, à la compréhension de lois physiques encore inconnues ou à la résolution de problèmes géopolitiques inextricables. Elon Musk, à l'origine du projet, l'affirme sans détour : « Il est quelque peu troublant d'avoir créé une intelligence supérieure à la nôtre. » Ce basculement repose sur un indicateur clé : l'échelle ARC AGI, qui mesure la capacité d'une IA à généraliser hors de ses données d'entraînement. Grok 3 n'atteignait que 8 % sur cette échelle. Grok 4 double presque ce score, à 16,2 %. Et Grok 5, attendu dès décembre 2025, pourrait franchir le seuil de 50 %. Ce seuil est symbolique : il marquerait l'entrée de plain-pied dans l'AGI, ce Graal technologique que les chercheurs poursuivent depuis plus de 70 ans. Selon Elon Musk, cette rupture pourrait intervenir dès 2026 ou 2027. Ce n'est pas un scénario de science-fiction, c'est une projection technologique fondée sur les dynamiques exponentielles que nous observons. Mais ce n'est là que le premier étage d'une fusée à plusieurs étages. Car dès que l'AGI sera atteinte, une autre transition pourrait s'enclencher : celle vers l'ASI, l'intelligence artificielle superintelligente. Une intelligence capable de s'auto-améliorer, de s'auto-programmer, de progresser bien plus vite que n'im-

porte quel cerveau humain. Ce moment, souvent appelé le « point de singularité », pourrait survenir quelques heures seulement après la naissance d'une AGI pleinement fonctionnelle. L'humain pourrait alors être rapidement dépassé, non pas par malveillance de la machine, mais par simple accélération hors de portée de notre contrôle. Faut-il s'en réjouir ou s'en alarmer ? Sans doute les deux. Les promesses sont immenses : résolution accélérée du changement climatique, développement de médicaments sur mesure, transformation de nos systèmes éducatifs, énergétiques, agricoles. Mais les risques systémiques le sont tout autant : perte de contrôle, bouleversement des modèles économiques, menaces sur la démocratie, déséquilibres géopolitiques inédits. Si une poignée d'acteurs concentrent demain la puissance cognitive de la planète, que reste-t-il des principes d'égalité, de souveraineté, de libre arbitre ? Le problème n'est pas Grok 4 en soi. C'est l'absence de cadre collectif, politique, éthique et démocratique autour de ces technologies. Aujourd'hui, les États sont spectateurs. Les gouvernances internationales sont inaudibles. L'Europe, en particulier, reste trop timide. Le AI Act européen, bien qu'utile, reste centré sur les usages à risques plutôt que sur l'architecture globale de la puissance

algorithmique. Pendant ce temps, les États-Unis et la Chine accélèrent une course au déploiement, alimentée par des milliards d'investissements et des logiques concurrentielles court-termistes. Il faut d'urgence changer de paradigme. Nous avons une responsabilité historique. Il est encore temps de structurer une gouvernance mondiale de l'intelligence artificielle, à l'image de ce que fut Bretton Woods pour l'économie mondiale ou l'ONU pour la paix. Il est encore possible de mettre l'innovation au service d'une vision humaniste, inclusive, éthique, durable. Pour cela, il faudra investir massivement dans des IA souveraines, responsables, alignées avec nos valeurs démocratiques. Il faudra aussi refonder notre éducation, notre rapport à la connaissance, notre vision du travail et de la création de valeur. L'intelligence humaine a conçu Grok 4. Il ne tient qu'à nous de décider de l'usage que nous en ferons. Ce qui se joue aujourd'hui n'est pas seulement une course technologique. C'est un choix civilisationnel. Car dans l'ère post-humaine qui s'ouvre, la véritable innovation ne sera pas ce que l'IA fera pour nous, mais ce que nous ferons de nous-mêmes, avec elle, ou malgré elle.

(*) **Président de XD Consulting**
Source : [La Tribune.fr](http://LaTribune.fr) publié le 18 juillet 2025

À MI-JUILLET,
ET EN NETTE
AMÉLIORATION SUR UN
AN

**Les barrages
tunisiens
atteignent un taux
de remplissage de
35,6 %**

Le taux de remplissage des barrages en Tunisie s'est établi à 35,6 % au 18 juillet 2025, selon les chiffres publiés samedi par l'Observatoire National de l'Agriculture (ONAGRI). Cette progression notable s'accompagne d'un stock total estimé à 842,825 millions de mètres cubes, en hausse de 29,5 % par rapport aux 650,444 millions de mètres cubes enregistrés à la même période en 2024. L'évolution est également favorable sur le moyen terme. Comparé à la moyenne des trois dernières années à la même date (785,045 millions de m³), le stock des barrages tunisiens progresse de 7,3 %, soit un gain de 57,779 millions de m³.

Les barrages du Nord en tête

Le Nord du pays concentre la plus grande part des ressources hydrauliques, avec un taux de remplissage de 41,8 % pour un volume de 774,712 millions de m³. Cela représente une amélioration de 27,12 % par rapport à juillet 2024. Ces barrages jouent un rôle stratégique dans l'approvisionnement en eau potable et pour l'irrigation agricole dans les régions les plus peuplées. Le tableau est moins favorable dans d'autres régions du pays. Les barrages du Cap Bon affichent un taux de remplissage de seulement 25,5 %, correspondant à 15,769 millions de m³. Dans le Centre, le taux est encore plus faible, à 11,6 %, soit 52,344 millions de m³. Parmi ces derniers, le barrage de Mellègue constitue une exception positive, représentant à lui seul 59 % du stock des barrages du Centre, avec 30,253 millions de m³. Ces niveaux de remplissage, bien qu'en progression, restent insuffisants pour écarter les tensions hydriques. Une gestion durable et équitable de la ressource s'impose comme un défi stratégique de premier plan pour la sécurité alimentaire et la stabilité sociale du pays.

DANS LE CADRE DES RÉFORMES DU SECTEUR

L'Arabie saoudite attire 32 milliards de dollars d'investissements miniers

Les réformes minières en cours en Arabie saoudite ont aidé le Royaume à attirer 32 milliards de dollars d'investissements pour des projets dans le fer, le phosphate, l'aluminium et le cuivre, a déclaré un haut responsable.

Khalid Al-Mudaifer, vice-ministre de l'industrie et des ressources minérales, a déclaré au média financier Asharq Business que ce chiffre représente près d'un tiers des 100 milliards de dollars que le Royaume vise à attirer dans le secteur d'ici 2030. Cela intervient alors que le secteur minier du pays devrait augmenter sa contribution au produit intérieur brut de 17 milliards de dollars en 2024 à 75 milliards de dollars en 2030. L'industrie a généré 400 millions de dollars de revenus en 2023 et est désormais soutenue par une feuille de route d'investissement de 100 milliards de dollars ciblant les minéraux critiques d'ici 2035. "L'Arabie saoudite a attiré environ 32 milliards de dollars d'investissements dans des projets miniers de fer, de phosphate, d'aluminium et de cuivre, qui sont déjà en cours de construction. Cela représente près d'un tiers des 100 milliards de dollars d'investissements prévus d'ici 2030", a déclaré M. Al-Mudaifer.

Le vice-ministre a ajouté que les dépenses d'exploration minière dans le Royaume ont quadruplé depuis 2018, atteignant 100 dollars par km², avec un taux de croissance annuel de 32 %, nettement supérieur à la moyenne mondiale de 6 à 8 %. Il a indiqué que le nombre d'entreprises d'exploration en Arabie saoudite est passé de seulement six en 2019 à 132 aujourd'hui, dont 60 pour cent sont des petites et moyennes entreprises, selon l'Agence de presse saoudienne. Les entreprises étrangères représentent actuellement environ 70 pour cent de toutes les entreprises opérant dans le secteur minier du Royaume, a déclaré Al-Mudaifer. On estime que l'Arabie saoudite détient des réserves minérales d'une valeur de 9,37 trillions de SR (2,5 trillions de dollars), et le Royaume vise à faire de l'exploitation minière le troisième pilier de son économie, après le pétrole et les produits pétrochimiques. En janvier, lors du Future Minerals Forum

à Riyad, le ministre de l'industrie et des ressources minérales, Bandar Alkhorayef, a annoncé des possibilités d'exploration sur 5 000 km² de ceintures minéralisées en 2025, alors que le Royaume poursuit ses efforts pour développer le secteur. En mars, l'Arabie saoudite a lancé un nouveau programme d'incitation pour attirer les investissements étrangers directs dans son industrie minière. Dans le cadre de cette initiative, le ministère de l'investissement collabore avec le ministère de l'industrie et des ressources minérales dans le cadre d'un programme de facilitation de l'exploration conçu pour simplifier les procédures d'investissement dans le secteur, selon l'agence de presse saoudienne. Ce programme s'inscrit dans le cadre d'efforts plus larges visant à améliorer l'exploration minière et à favoriser un environnement attrayant pour les sociétés minières locales et internationales.

ÉGYPTE

Le réseau électrique monte en puissance face à l'essor du renouvelable

L'Égypte mise sur les renouvelables pour son électricité, avec des projets phares comme le parc solaire de Benban et les éoliennes du golfe de Suez. Le pays vise ainsi 42 % d'énergie verte d'ici 2030 dans son mix énergétique. Face à l'essor rapide du solaire et de l'éolien, l'Égypte renforce son réseau pour prévenir les congestions et garantir la circulation de l'électricité produite dans les zones désertiques. La signature d'un contrat, le 25 juin dernier, avec l'entreprise POWERCHINA pour construire une ligne de 500 kV sur 130 kilomètres, illustre cette volonté d'adapter les infrastructures de transport électriques aux nouveaux besoins énergétiques.

Ce niveau de tension permet en effet de transporter des volumes importants d'électricité, tout en limitant les pertes techniques, un impératif pour évacuer efficacement l'électricité produite par des sites comme le parc solaire de Benban, dans le gouvernorat d'Assouan. Ce complexe de 1,8 GW, l'un des plus vastes d'Afrique, est déjà raccordé au réseau national via plusieurs postes de transformation 500/220 kV, afin de garantir l'acheminement de l'énergie vers le nord du pays. Des projets éoliens comme ceux de Ras Ghareb ou Gabal El Zeit, dans le golfe de Suez, s'appuient eux aussi sur des corridors à haute capacité vers les zones de forte consommation.

Selon l'IRENA, la robustesse du réseau de transport est l'un des leviers essentiels pour intégrer à grande échelle des énergies variables comme le solaire et l'éolien. Malgré les investissements engagés, plusieurs analyses publiées en 2024 indiquent que le réseau électrique égyptien reste sous-dimensionné pour absorber la croissance du solaire et de l'éolien, qui représentent encore moins de 12 % du mix national. Pour y remédier, l'Egypt Electricity Transmission Company a lancé plusieurs programmes de modernisation. Entre 2014 et 2020, plus de 3600 kilomètres de lignes à 500 kV ont été déployés, accompagnés de 30

nouveaux postes de transformation. En 2023-2024, une enveloppe supplémentaire de 7,6 milliards de livres égyptiennes (environ 300 millions de dollars) a été consacrée à l'extension du réseau haute tension, selon Egypt Today. Par ailleurs, un financement de 220 millions de dollars a été mobilisé via le programme NWFE (Nexus of Water, Food and Energy). Il s'agit d'une initiative égyptienne de coordination des projets climatiques, soutenue par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Ce soutien vise à raccorder 2,1 GW de projets renouvelables en cours de développement dans la région du golfe de Suez.

HACKATHON MAURITANIA (MAURITANIE)

Une première journée bouillonnante d'idées et de projets

La première journée du Hackathon Mauritania s'est ouverte ce 17 juin à Nouakchott dans le cadre prestigieux de l'hôtel Fasq. L'événement a démarré en trombe, sur une effervescence créative portée par une dynamique intergénérationnelle inédite. Jeunes passionnés, dotés d'une maîtrise impressionnante des outils numériques, ont croisé le fer avec des

mentors aguerris, riches d'une expérience internationale et d'une vision structurante du monde de l'entrepreneuriat. Tous réunis autour d'un même objectif : faire émerger des solutions concrètes aux défis économiques et sociaux de la Mauritanie. L'esprit du jour a été résumé avec force par le coach Thierno Diallo, qui a invité à « sortir du cadre, saisir les op-

portunités, reculer s'il le faut, voir le monde à l'envers ». Une injonction à l'audace que les porteurs de projets n'ont pas tardé à incarner. Parmi les nombreuses idées présentées, un échantillon représentatif illustre la diversité et la richesse des propositions : 1. Gestion intelligente des dépenses : une application d'assistance financière intégrant l'intelligence artificielle et

capable de fonctionner en langues locales. L'objectif est de permettre une intégration fluide dans les applications bancaires existantes. 2. Carnetek Boutik : une solution pour digitaliser la gestion financière des petites boutiques, incluant le suivi des stocks, des ventes et des dettes clients. L'IA et les langues maternelles sont au cœur du dispositif, pour une adoption facile et massive.

TANZANIE

Le pays numérise les services d’extension agricole avec la plateforme e-Kilimo

La transformation digitale suit son cours en Tanzanie, où les autorités amorcent maintenant la numérisation du secteur agricole. L’Agriculture contribue à hauteur de 23% au PIB du pays et emploie près des deux tiers de la population active.

Le gouvernement tanzanien a lancé la plateforme e-Kilimo, destinée à numériser et moderniser les services d’extension agricole. L’objectif annoncé le mercredi 16 juillet par le ministre de l’Agriculture Hussein Bashe lors d’un événement au Centre d’innovation agricole de Mtanana est de mieux connecter les producteurs aux services d’appui technique, même dans les zones rurales reculées. La plateforme déployée à l’échelle nationale est aussi accessible via une application mobile. Elle permettra notamment aux agriculteurs de géolocaliser les agents disponibles dans leurs régions, de les contacter directement et d’obtenir éventuellement un accompagnement personnalisé. Elle permettra aussi d’enregistrer les vendeurs d’intrants agricoles afin de mieux contrôler les réseaux de distribution et de lutter contre la vente de pro-

duits contrefaits. En parallèle, l’outil servira à des évaluations annuelles des agents de vulgarisation à travers un formulaire de performance qu’ils rempliront, afin de mesurer l’efficacité de leur travail, de sanctionner les manquements éventuels et de renforcer leur responsabilité dans la prestation des services de vulgarisation agricole. Autant de mesures qui devraient permettre aux autorités d’optimiser le déploiement des services agricoles en vue d’améliorer la productivité, la production et pour une meilleure gestion de l’appareil productif. Ce virage numérique vise à améliorer l’efficacité, la transparence et la redevabilité des services agricoles publics. L’initiative s’inscrit dans un programme national de transformation numérique du secteur agricole. Ce programme conjoint entre le gouvernement et les Nations unies est financé à hauteur de 3 millions

USD par l’Union européenne, et prévoit l’utilisation de données en temps réel, des plateformes mobiles d’accès aux marchés, et des formations numériques ciblées. Toutefois, le déploiement de cette plateforme numérique soulève la question de l’accessibilité en milieu rural, où l’usage d’Internet et des smartphones reste limité. Selon les données de l’Union internationale des télécommunications (UIT), 31,9% de la population en Tanzanie a accès à Internet, ce qui suggère que près des deux tiers de la population n’y ont pas encore accès. Cette fracture numérique pourrait fortement limiter l’adoption du système e-Kilimo, d’autant plus que plus de 75% des Tanzaniens vivent dans des zones rurales où l’agriculture et les activités liées à l’agriculture sont essentielles à leur subsistance, d’après les estimations de la FAO.

ZIMBABWE

Harare veut se doter d’un organe de régulation dans son secteur sucrier

Le Zimbabwe compte parmi les principaux producteurs de sucre en Afrique australe, aux côtés de l’Afrique du Sud, du Lesotho, du Malawi et de la Zambie. Face aux défis structurels du secteur, le gouvernement engage de nouvelles réformes visant à moderniser la filière et à soutenir sa croissance. Le Zimbabwe veut formaliser l’Association sucrière du Zimbabwe pour en faire le régulateur de l’industrie sucrière. C’est ce que rapporte le quotidien local The Herald le mercredi 16 juillet, citant Obert Jiri (photo), secrétaire permanent au ministère des Terres, de l’Agriculture, de la Pêche, de

l’Eau et du Développement rural, qui précise que le gouvernement a entamé la révision de la loi encadrant le secteur sucrier à cet effet. « Le Sugar Act est en cours de révision pour l’aligner sur les normes agricoles, économiques et environnementales modernes. Bien sûr, cela en est encore aux premiers stades avec nos équipes juridiques. Nous travaillons ensemble pour voir comment améliorer l’actuel Sugar Act, qui est davantage orienté vers la transformation », explique le responsable. Cette démarche des autorités zimbabwéennes vise notamment à mieux structurer l’en-

semble de la chaîne de valeur, de la production à la commercialisation, tout en facilitant la coordination entre les grands industriels et les petits producteurs. Par ailleurs, le nouveau régulateur aura un rôle clé dans la protection de l’industrie locale contre la concurrence étrangère, en accompagnant la mise en place de politiques commerciales destinées à préserver le marché intérieur. L’enjeu est d’autant plus stratégique que le pays d’Afrique australe est autosuffisant en sucre. Selon les données officielles, la production locale de sucre au Zimbabwe s’est établie à 439 000 tonnes en

2024/2025, alors que la consommation s’est élevée en moyenne à près de 380 000 tonnes par an sur les trois dernières années, selon les données compilées par le département américain de l’agriculture (USDA). Pour les observateurs, l’industrie locale devra toutefois surmonter plusieurs défis pour soutenir durablement sa croissance, parmi lesquels figurent, entre autres, les coûts élevés de production, la disponibilité et l’accès aux intrants, à la main-d’œuvre, ainsi que l’amélioration de l’accès aux boutures de canne à sucre pour accroître la production de la matière première.

CAMEROUN

DY6 veut lever 4,6 millions \$ pour explorer le potentiel rutilifère

Alors qu’il ne représente encore que moins de 1 % du PIB national, le secteur minier camerounais gagne en attractivité ces dernières années. Outre l’or et le minerai de fer, c’est le segment du rutilé qui illustre cette tendance, avec l’arrivée de nouveaux investisseurs. Au Cameroun, la société minière australienne DY6 Metals a annoncé avoir reçu des engagements de la part d’investisseurs pour un placement d’actions visant à lever 4,6 millions USD. Dans le communiqué publié à cette occasion le lundi 14

juillet, elle indique vouloir utiliser ces fonds pour soutenir les travaux d’exploration engagés sur ses projets de rutilé situés dans le pays d’Afrique centrale. DY6 explore en effet au Cameroun le projet Central Rutilé et le projet HMS (Heavy Mineral Sands) dans le bassin de Douala. Elle prévoit notamment de se servir de l’enveloppe de 4,6 millions USD pour financer des forages à la tarière sur les deux sites. Une partie des fonds devrait aussi être allouée à l’acquisition d’équipements d’exploration supplémentaires, ainsi qu’à la mise en

service d’un laboratoire et d’un bureau local au Cameroun. Cet investissement illustre l’intérêt croissant des investisseurs pour le potentiel rutilifère camerounais, estimé à environ 3 millions de tonnes. À l’instar de DY6, Peak Minerals, une autre compagnie minière australienne, explore également le projet de rutilé Minta dans le pays. Sur la base du prix actuel de la tonne de rutilé sur la Bourse des métaux de Shanghai (1816 \$), le potentiel rutilifère précédemment évoqué peut être valorisé à environ 5,45 mil-

liards USD. DY6 a toutefois encore plusieurs étapes à franchir avant d’espérer tirer profit de cette richesse minérale. A ce stade, son premier défi consistera à découvrir d’éventuels gisements dans le cadre des programmes d’exploration prévus. Encore faut-il que ces ressources soient suffisamment viables pour justifier une exploitation commerciale. Pour rappel, le groupe français Eramet avait renoncé en octobre 2023 à son projet d’exploitation du gisement de rutilé d’Akonolinga au Cameroun, le déclarant non rentable.

POUR CONTRÔLER LA LOGISTIQUE DE LA BAUXITE

La Guinée se dote d’une compagnie maritime

Alors que la Guinée consolide son statut de 1er fournisseur mondial de bauxite, l’État accélère les réformes pour renforcer sa souveraineté sur les revenus liés à l’exploitation et au transport de cette ressource stratégique. La moitié des exportations devra bientôt transiter sous pavillon guinéen. La Guinée a annoncé la création d’une compagnie maritime publique, la GUITRAM (Guinéenne des Transports Maritimes), dédiée au transport de la bauxite dont le volume d’exportation a augmenté de 37% en 2025 selon la plateforme d’analyse maritime Signal. Selon le ministre des Mines, Bouna Sylla, 50% des volumes exportés devront être chargés sur des navires battant pavillon guinéen. L’initiative entre dans le cadre d’une stratégie de nationalisation partielle de la chaîne logistique minière. Premier exportateur mondial de bauxite, la Guinée expédie selon les chiffres officiels environ 130 millions de tonnes par an, en l’occurrence vers la Chine où la demande est alimentée par une baisse de la production locale et la fermeture d’anciennes filières d’approvisionnement en Asie du Sud-Est. Mais jusqu’ici, la quasi-totalité de la chaîne de transport maritime est contrôlée par des opérateurs étrangers, ce qui limite les bénéfices pour l’économie nationale. Cette réforme vise ainsi à relocaliser une partie de la valeur générée par la logistique maritime, qui représente un segment stratégique dans les chaînes d’approvisionnement mondiales. Selon plusieurs analystes, la mise en place d’une flotte guinéenne pourrait redessiner le marché local du vrac sec. L’obligation de transporter la moitié des cargaisons sous pavillon guinéen pourrait en effet reconfigurer les affrètements, et à terme, influencer sur les tarifs dans certaines zones de chargement.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Les entreprises sous le feu des projecteurs

Alors que le début de la saison des résultats provoque des variations importantes sur certains titres, les indices actions terminent la semaine proches de l'équilibre. Les menaces visant Jerome Powell n'ont pas empêché Wall Street de battre de nouveaux records. Les investisseurs restent en attente de clarifications sur les droits de douane et leurs conséquences économiques.

Tops / Flops de la semaine

Tops :
Barry Callebaut +20,31 % : les prix du cacao ont reculé à un plus bas de huit mois. La demande recule. Paradoxalement, cela allège la pression sur les marges du chocolatier belgo-suisse qui fournit les industriels tels que Nestlé et Unilever. Si la situation se poursuit, cela pourrait être une opportunité de stabiliser ses volumes après plusieurs avertissements et de regagner en compétitivité sur un marché resté sous tension.
Accelleron Industries +22,06 % : après une excellente publication, le spécialiste suisse des turbocompresseurs revoit ses objectifs à la hausse. Le groupe cite une dynamique favorable dans les secteurs maritime et énergétique comme principaux moteurs de croissance pour le second semestre.
Circle +19,46 % : le titre de l'émetteur de l'USDT a encore bondi cette semaine. Le Genius Act adopté par le Congrès cette semaine devrait favoriser le développement des stablecoins.
SAAB +14,31 % : l'entreprise de défense suédoise a dépassé les attentes au deuxième trimestre et relevé ses prévisions pour l'ensemble de l'année. Saab continue de bénéficier de la hausse des budgets militaires en Europe.
Legrand / ABB +9,77 % : les deux géants des infrastructures électriques poursuivent leur dynamique, portés par la vague de l'intelligence artificielle. Leurs publications trimestrielles révèlent une solide croissance, témoignant d'une demande toujours forte dans les secteurs des data centers et de l'électrification avancée.
Shopify +13,34 % : selon un article du Financial Times, le spécialiste américain du commerce en ligne pourrait devenir un partenaire stratégique pour OpenAI. La startup envisagerait d'intégrer une solution de paiement à son agent intelligent, un projet où Shopify jouerait un rôle central.
Evolution +9,29 % : malgré une pression persistante sur ses marges, le leader suédois des casinos en ligne publie des résultats conformes aux attentes, avec un EBITDA supérieur au consensus. Un signal rassurant pour le marché.

Flops :
Renault -18,4 % : seul constructeur automobile à maintenir ses prévisions l'année dernière, Renault a finalement revu à la baisse ses ambitions. Face à la faiblesse du marché européen, l'objectif de marge opérationnelle a été révisé en baisse.
Elevance Health -18,66 % : le groupe de l'assurance santé a revu à la baisse ses attentes pour l'année. Autrefois défensif, le secteur dans son ensemble fait face à l'explosion des coûts, aux coupes budgétaires fédérales, à des scandales et à une perte de visibilité historique. La situation est délicate.
Lifco -10,08 % : le conglomérat industriel suédois a manqué la marche des publications notamment à cause d'une rentabilité en berne et une croissance en très légère hausse.
Publicis -5,57 % : le géant français du marketing a publié de très bons résultats pour le deuxième trimestre. Les nouveaux

contrats ont permis au groupe de relever sa prévision de croissance organique. Mais le marché attendait mieux.
Ericsson -6,05 % : bien que son EBITDA dépasse les prévisions (7,4 milliards de couronnes), le groupe suédois est pénalisé par un chiffre d'affaires inférieur de 6% aux attentes. Une contre-performance mal accueillie par les investisseurs.
Abbott Laboratories -6,32 % : le groupe pharmaceutique va souffrir cette année du déclin des tests Covid, des tarifs douaniers et de la fin de l'aide étrangère américaine qui contribue au financement de certains programmes de santé internationaux. Les prévisions pour le troisième trimestre sont inférieures aux attentes malgré des ventes de dispositifs médicaux toujours dynamiques.
Netflix -2,88 % : le géant du streaming a publié des résultats au-dessus des attentes, essentiellement grâce à des effets de change positifs. Une publication toutefois sanctionnée par le marché. Après une forte hausse du titre en 2025, les investisseurs attendaient mieux.

Matières premières
Energie : Les prix du pétrole ont repris de la hauteur ces derniers jours, en grande partie en raison de tensions géopolitiques et d'une offre restreinte. Des attaques de drones en Irak, dans la région du Kurdistan, ont perturbé la production pétrolière. En parallèle, le marché des distillats moyens demeure tendu, surtout en Europe où les inventaires de gasoil ont atteint leur plus bas niveau depuis janvier 2024. Enfin, les stocks de pétrole aux États-Unis ont diminué de 3,9 millions de barils la semaine dernière, dépassant les attentes du marché. A plus long terme, l'OPEP+ continue de réintroduire progressivement 2,2 millions de barils par jour de production jusqu'en septembre, ce qui pourrait aider à équilibrer le marché à moyen terme. Le Brent se stabilise à 70 USD tandis que le WTI se négocie autour de 67,30 USD.
Métaux : La semaine a été marquée par une hausse des prix du cuivre, stimulée par des données économiques américaines encourageantes et des signaux positifs venant de la Chine, principal consommateur mondial de ce métal. Le cuivre sur le London Metal Exchange progresse pour atteindre 9700 USD la tonne. La hausse des prix du cuivre est attribuée à l'augmentation des ventes au détail américaines, qui souligne la robustesse de l'économie américaine. Les perspectives d'un accord commercial entre les États-Unis et la Chine ont aussi contribué à l'optimisme du marché. Le ministre chinois du Commerce a exprimé l'intention de stabiliser les relations commerciales entre les deux pays. Cette déclaration, couplée à une annonce de plans d'action pour soutenir la croissance dans certains secteurs industriels chinois, a renforcé la confiance des investisseurs. Sur le marché de l'or, malgré une légère hausse en fin de semaine, le métal précieux a vu son prix diminuer, dû à la solidité des données économiques américaines et à l'apaisement des tensions concernant l'indépendance de la Réserve fédérale. Toutefois, les incertitudes sur la politique commerciale américaine continuent de fournir un

soutien aux prix de l'or.
Produits agricoles : Le cacao a subi des pressions à la baisse en raison de données sur le broyage décevantes pour le deuxième trimestre 2025. Les broyages ont chuté de 7,2% en Europe, de 16,3% en Asie, et de 2,78% en Amérique du Nord. Cette baisse de la demande a entraîné une baisse des prix du cacao d'environ 6% cette semaine. A Chicago, le blé reste orienté à la baisse. Le boisseau de blé s'échange autour de 540 cents (contrat échéance septembre 2025).

Macroéconomie
Macro : Les différents marqueurs économiques publiés cette semaine aux Etats-Unis tendent à raconter la même histoire. Pour l'heure, les droits de douane ne font pas s'envoler l'inflation américaine même s'il faudra certainement attendre plusieurs mois avant d'être plus catégorique. L'activité tout comme l'emploi continuent d'être résilients en dépit des diverses incertitudes actuelles et alimentent la hausse du marché boursier, tout comme les publications de résultats qui ne montrent pour le moment pas de catastrophe majeure.. Les taux d'intérêt continuent quant à eux d'évoluer dans une zone tiède : comprendre qu'ils n'impactent pas négativement les marchés financiers même s'ils restent à des niveaux élevés. La Fed tempore et un statu quo fait consensus pour la prochaine réunion prévue le 30 juillet. Presque de quoi dormir sur ses deux oreilles en somme.
Crypto : Le bitcoin a (encore) franchi un nouveau cap cette semaine. La reine des cryptos a dépassé pour la première fois de son histoire les 123 000 dollars lundi,

avant de céder du terrain pour revenir actuellement autour des 119 000 dollars. Du côté des ETF Bitcoin Spot, la dynamique reste très positive : ces produits boursiers ont attiré plus de 2 milliards de dollars d'entrées nettes depuis lundi. Plus de 6,5% des bitcoins en circulation sont désormais logés dans ces ETF, soit plus de 154 milliards de dollars d'encours — un record. L'ether (ETH) signe une performance spectaculaire de +22% pour atteindre 3 629 dollars, même s'il reste encore en deçà de son sommet historique de 4 100 dollars datant de fin 2021. Plus globalement, l'écosystème crypto bénéficie du soutien du législateur américain. Cette semaine, la Chambre des représentants a approuvé trois textes majeurs sur les cryptomonnaies : le GENIUS Act, encadrant les stablecoins, le CLARITY Act, clarifiant le statut des cryptomonnaies comme marchandise ou valeur mobilière, et l'Anti-CBDC Act, visant à interdire l'introduction d'une monnaie numérique de banque centrale. Encore quelques étapes législatives avant leur adoption définitive — sauf revirement de dernière minute. Ces avancées renforcent la légitimité du secteur outre-Atlantique et soutiennent la confiance des crypto-investisseurs cette semaine.
La semaine prochaine sera marquée par la montée en puissance des résultats des entreprises. Côté américain, Coca-Cola, Alphabet, et Tesla seront en vedette. En Europe, SAP, LVMH, Roche ou encore Nestlé dévoileront leurs chiffres. Dans l'agenda macro, les investisseurs suivront la réunion de la BCE. Un statu quo est attendu.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 17 Juillet 2025

Valeur : 21 Juillet 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.2481	130.2631
1	EUR	EURO		150.9966	151.0401
1	GBP	POUND STERLING		174.3849	174.4284
100	JPY	JAPANESE YEN		87.5971	87.6131
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1409	18.1453
1	CHF	SWISS FRANC		161.9397	162.0591
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.7603	94.7782
1	DKK	DANISH KRONE		20.2327	20.2372
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.3507	13.3551
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6157	12.6209
1	AED	UAE DIRHAM		35.4581	35.4679
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.7245	34.7303
1	KWD	KUWAITI DINAR		426.0651	426.2536
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.0599	44.5027
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3903	14.3920
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9154	24.0382
1	MRU	MAURITANIAN OUGUTYA		3.2620	3.2721
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7043	177.7043

JAPON

L'inflation pourrait faire chuter le Premier ministre Ishiba

Très impopulaire après avoir perdu la chambre basse en octobre, Shigeru Ishiba joue son avenir politique ce dimanche lors d'un scrutin sénatorial à haut risque pour sa coalition.

Le Japon pourrait vivre un séisme politique inédit depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce dimanche, le Premier ministre Shigeru Ishiba risque de perdre sa majorité au Sénat, après un revers déjà cuisant à la chambre basse à l'automne. Si la coalition formée par le Parti libéral-démocrate (PLD) et son allié centriste Komeito n'obtient pas au moins 50 des 125 sièges renouvelés, « Shigeru Ishiba pourrait être forcé de démissionner », résume Toru Yoshida, professeur à l'université Doshisha, interrogé par l'AFP. Shigeru Ishiba, 68 ans, est arrivé au pouvoir en septembre dernier à la tête d'un PLD historiquement dominant, mais affaibli par des tensions internes et la crise du pouvoir d'achat. Autoproclamé « geek » des questions militaires, il a convoqué des élections anticipées dès son arrivée, mais son pari a tourné court. Le PLD et Komeito sont désormais minoritaires à la chambre basse et peinent à faire voter leurs textes. L'inflation, particulièrement sensible dans l'alimentation, a aggravé leur impo-

pularité. Les prix du riz ont doublé en un an, et l'indice hors produits frais reste à +3,3 % en juin.

Les prix du riz ont doublé en un an

Pour enrayer la crise, le gouvernement a prolongé des aides à l'énergie, distribué des chèques de 20.000 yens et débloqué des réserves de riz, sans effet notable. « La situation s'assombrit, et l'opinion réclame des résultats », commente Masahisa Endo, politologue à l'université Waseda. La colère s'étend aussi au secteur industriel. Les surtaxes imposées par Donald Trump ont fait chuter de 25 % les exportations automobiles vers les États-Unis, menaçant un pan entier de l'économie nippone. Shigeru Ishiba a choisi une posture ferme en exigeant l'élimination totale des droits de douane. Mais la stratégie divise, alors que les négociations piétinent malgré sept déplacements du négociateur japonais à Washington. « La capacité du gouvernement à gérer

les négociations commerciales est un enjeu critique », avertit Masahisa Endo. Les marchés s'inquiètent en outre des dérives budgétaires. Les émissions obligataires de l'État japonais peinent à trouver preneur, ce qui alimente une tension sur les taux.

L'irruption d'un vote anti-système

Cette instabilité ouvre un boulevard aux petits partis. Le Sanseito, formation ultra-conservatrice au slogan « Le Japon d'abord », pourrait passer de deux à plus de dix sièges. Nationaliste et farouchement anti-immigration, le parti nie tout lien avec Moscou mais cible les politiques de genre, de vaccination et de transition énergétique. Un vote massif contre la coalition ce dimanche soir pourrait donc précipiter la chute d'Ishiba et faire entrer le Japon en « terrain inconnu », selon les mots du professeur Yoshida. Un scénario aux lourdes conséquences dans un archipel plus vulnérable que jamais aux turbulences internationales.

ROYAUME UNI

Une nouvelle tendance à la baisse

Le chômage, au cours des trois mois précédant mai, a atteint 4,7 %, au-dessus des estimations consensuelles, et le niveau le plus élevé depuis la mi-2021. Dans le même temps, la croissance des bénéfices a continué de ralentir. La rémunération fixe a progressé de 5,0 % sur un an, soit le rythme le plus lent depuis la mi-2022, tandis que les bénéfices globaux ont progressé de 5,0 % sur un an, soit le rythme le plus lent depuis septembre dernier, les deux s'inscrivant en baisse par rapport au rythme observé en avril.

L'indicateur plus récent de la masse salariale du HMRC (paiement à la source) pour juin a indiqué une perte de 41 000 emplois supplémentaires le mois dernier, ce qui signifie que l'emploi salarié a diminué pour le huitième mois consécutif. Autrement dit, l'économie britannique a perdu des emplois chaque mois depuis le budget d'augmentation des impôts d'octobre dernier. Dans l'ensemble, les chiffres de ce matin ont indiqué qu'une marge de manœuvre plus importante continuait de se développer sur le marché du travail,

où les risques restent clairement orientés à la baisse, en raison non seulement des effets persistants de la hausse des cotisations d'assurance nationale d'avril, mais aussi de l'impact d'un salaire minimum plus élevé et du degré important d'incertitude qui obscurcit les perspectives. Malgré cela, les données publiées aujourd'hui ne devraient pas inciter la BoE à accélérer son assouplissement, un virage accommodant étant encore entravé par des pressions persistantes sur les prix, notamment après la publication hier d'un

IPC de juin plus élevé que prévu. Par conséquent, les orientations « progressives et prudentes » de la Banque devraient rester en vigueur pour l'instant, ce qui devrait se traduire par seulement deux baisses de 25 pb d'ici la fin de l'année. Cette politique monétaire restrictive, combinée à la perspective d'un nouveau resserrement budgétaire à l'automne, signifie que les difficultés rencontrées par le marché du travail devraient persister. Le contexte de l'emploi risque de se dégrader encore davantage dans les mois à venir.

ITALIE

La sécheresse menace la production d'huile d'olive

La région des Pouilles, dans le sud de l'Italie, qui produit près de 50% de l'huile d'olive du pays est particulièrement impactée. Sécheresse, absence d'hiver, canicule... Les olives sont confrontées aux conséquences du changement climatique. La région des Pouilles, dans le sud de l'Italie, qui produit près de 50% de l'huile d'olive du pays est particulièrement impactée. Pietro Leone cultive environ 100 hectares d'oliviers dans la province de Foggia. Cette année, la faible pluviométrie a sérieusement impacté sa production et la récolte de novembre prochain s'annonce moins bonne que l'année précédente.

"Cette année, la production est faible, elle est bien inférieure à celle de l'année dernière, car nous avons eu le stress hydrique que nous connaissons depuis quelques années et ensuite nous avons eu deux jours horribles pendant la floraison au cours desquels plusieurs variétés ne se sont pas liées. Cette année, nous avons 50 % à 80 % de production en moins" affirme Pietro Leone. Le barrage de Capaccio est le plus proche de la ville de Foggia et alimente en eau toute la province pour l'industrie, l'irrigation et la consommation. Il est alimenté par un ruisseau qui transporte l'eau de pluie dans le réservoir. Aujourd'hui, ce barrage est pratiquement vide et ne contient que 2 mil-

lions et demi de mètres cubes d'eau contre 17 millions de mètres cubes habituellement. Le peu qu'il reste vient de l'hiver dernier. Cette année, le barrage ne s'est pas rempli. Les 3 autres réservoirs de la province de Foggia ne sont pleins qu'à 50 %. "Au lieu de 300 millions de mètres cubes disponibles dans les 4 réservoirs, nous en avons la moitié, 150 millions de mètres cubes seulement. Nous avons donc fait la moitié d'une saison d'irrigation dans le district d'irrigation et ensuite nous avons dû arrêter pour maintenir 9 mois d'autonomie en eau potable" explique Giuseppe De Filippo, qui travaille pour l'Association nationale des assainissements des Pouilles.

MALAISIE

Une panne dans les machines de contrôle provoque des retards à l'aéroport

Un bug dans les machines de contrôle automatisé des frontières en Malaisie a causé des retards à l'aéroport de la capitale du pays et aux frontières terrestres, ont indiqué samedi les autorités locales. Deux terminaux de l'aéroport international de Kuala Lumpur ainsi que la frontière sud avec Singapour sont notamment concernés. Les autorités n'ont toujours pas communiqué sur un éventuel retour à la normale Selon le directeur général du département malaisien de l'immigration, Zakaria Shaaban, cette panne touche "des dizaines de milliers de voyageurs qui doivent attendre aux guichets manuels pour passer la douane". L'Agence malaisienne de contrôle et de protection des frontières (AKPS) a indiqué que les investigations préliminaires ont déterminé que cette "perturbation technique" était due à un problème d'intégration de données. "Cela a causé des retards dans le processus de vérification croisée au sein du système MyIMMS (immigration)", a-t-elle précisé dans un communiqué. "Tous les guichets manuels ont été activés et du personnel supplémentaire a été déployé pour gérer le flot de visiteurs et contrôler les files d'attente au mieux", a ajouté l'AKPS.

PORTUGAL

Le budget vacances d'été des Portugais est à la baisse

Les vacances tant attendues par les Portugais sont là, mais le budget n'est pas toujours à la hauteur de ce désir. Selon diverses études, les dépenses devront être davantage contrôlées, la majorité des personnes interrogées ayant révélé que cette année nécessitera une gestion plus attentive des dépenses. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon le baromètre d'Europ Assistance, le budget moyen des Portugais pour les vacances d'été de cette année est de 1515 euros, soit 23% de moins qu'en 2024. "Ce chiffre reste inférieur à la moyenne européenne qui s'établit cette année à 2080 euros", précise l'étude qui analyse les projets de vacances dans 23 pays, dont 11 européens, mais aussi en Amérique du Nord, en Océanie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Parmi les 11 pays européens, le Portugal tombe à la neuvième place du classement avec 3 052 euros. Si l'on considère les 23 pays étudiés, le Portugal occupe la 18e place. L'Australie est le pays dont le budget vacances est le plus élevé : 3 193 euros. Bien que le budget soit l'un des plus bas, 50 % des voyageurs portugais déclarent qu'ils dépenseront plus que l'année précédente. "Le Portugal se distingue comme l'un des pays européens les plus enthousiastes lorsqu'il s'agit de voyager, avec 83 % des personnes exprimant le désir de voyager, par rapport à une moyenne européenne de 81 %, seulement dépassée par l'Italie (85 %) et l'Angleterre (84 %). En outre, le Portugal est l'un des pays où la proportion de personnes prévoyant des vacances d'été est la plus élevée (78 %, soit une hausse de 6 points de pourcentage par rapport à 2024). En revanche, l'Allemagne et la Belgique sont les pays où le nombre de personnes envisageant de prendre des vacances d'été est le plus faible, avec respectivement 72 % et 73 % de la population", indique le rapport.

Les cybercriminels pro-russes NoName057(16) débranchés

Soutenu par la Russie depuis le début de la guerre en Ukraine, le groupe de cybercriminels NoName057(16) a multiplié les attaques par déni de service contre des entreprises, des institutions publiques et plusieurs pays. Une opération menée par Europol, Eurojust, et l'ENISA ayant impliqué 19 pays dont la France a permis de désactiver plus de 100 serveurs et déboucher sur une dizaine d'arrestations.

Fin de partie pour le cybergang russe NoName057(16). Entre le 14 et le 17 juillet 2025, une opération internationale conjointe - baptisée Eastwood - coordonnée par Europol, Eurojust, et l'ENISA, a porté un coup dur au réseau cybercriminel. Les autorités policières et judiciaires de la République tchèque, de la France (Gendarmerie Nationale et JNALCO), de la Finlande, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Lituanie, de la Pologne, de l'Espagne, de la Suède, de la Suisse, des Pays-Bas et des États-Unis ont participé à cette opération, avec le soutien également de la Belgique, du Canada, du Danemark, de l'Estonie, de la Lettonie, de la Roumanie, et de l'Ukraine. Les sociétés privées ShadowServer et Abuse.ch ont aussi contribué sur le volet technique de l'opération. "Les actions qui ont été menées par les forces de justice et de police ont perturbé l'infrastructure d'attaque de NoName057(16) composée de plus d'une centaine de systèmes informatiques

dans le monde entier, tandis qu'une grande partie de l'infrastructure centrale des serveurs du groupe a été mise hors ligne", indique Europol. Selon l'agence, le groupe a pu construire son propre botnet composé de plusieurs centaines de serveurs, utilisés pour augmenter la charge de ses attaques. Dans le cadre de cette opération 2 arrestations, 7 mandats d'arrêt et 24 perquisitions ont été réalisés et plus de 100 serveurs de cette organisation perturbés, sachant qu'une grande partie de l'infrastructure principale de NoName057(16) a été mise hors ligne.

Usines d'armement, fournisseurs d'électricité et banques parmi les victimes

Les enquêtes menées ont permis d'identifier NoName057(16) comme un réseau criminel idéologique lié à de nombreuses cyberattaques par déni de service distribué (DDoS). Entre 2023 et 2024, cet opérateur a notamment mené



14 attaques en Allemagne ayant affecté 230 entreprises incluant des usines d'armement et des fournisseurs d'électricité. "En Suède, les sites web des autorités et des banques ont été visés, tandis qu'en Suisse, de multiples attaques ont été menées lors d'un message vidéo adressé par

le président ukrainien au Parlement commun en juin 2023, et lors du Sommet de la paix pour l'Ukraine en juin 2024. Plus récemment, les Pays-Bas ont été visés lors du sommet de l'OTAN à la fin du mois de juin", fait savoir Eurojust.

Microsoft coupe les ponts avec la Chine pour sécuriser les données du Pentagone

Le géant Microsoft a définitivement renoncé aux ingénieurs chinois qui l'aidaient pour ses services cloud militaires américains. Une décision qui fait suite aux révélations embarrassantes de ProPublica sur la cybersécurité. Microsoft a annoncé vendredi, par le biais de son responsable de la communication, arrêter immédiatement de travailler avec des ingénieurs basés en Chine pour le support technique de ses services cloud Azure, eux-mêmes destinés au département de la Défense américain, c'est-à-dire au Pentagone. La décision a été prise après la publication d'un rapport du média d'investigation ProPublica, qui a révélé des failles dans la supervision de ces équipes étrangères. Le Pentagone a en parallèle lancé un audit de deux semaines sur l'ensemble de ses contrats cloud.

Quand une enquête met au jour les pratiques douteuses de Microsoft avec la Chine

L'enquête de ProPublica a semé la panique dans les couloirs du Pentagone. Le média new-yorkais a dé-



voilé que Microsoft confiait la maintenance de ses systèmes cloud militaires à des ingénieurs basés en Chine. Pour respecter les règles de sécurité, ces techniciens chinois travaillaient théoriquement sous la surveillance d'employés américains, qui formaient ce qui a été surnommé une « escorte numérique ». Un dispositif de contrôle qui s'avérait totalement inefficace.

Cette escorte possédait certes les habilitations de sécurité nécessaires, mais elle manquait souvent de compétences techniques pour évaluer si le travail des ingénieurs de l'empire du Milieu représentait une menace pour la cybersécurité. Imaginez un videur qui ne saurait pas reconnaître un trouble-fête. Le cocktail était explosif, d'autant que Microsoft a déjà essuyé des cyberattaques menées

par des hackers chinois et russes. Microsoft avait pourtant assuré à ProPublica que ses employés et contractants respectaient toutes les réglementations du gouvernement américain. L'entreprise affirmait avoir divulgué ses pratiques aux autorités compétentes lors du processus d'autorisation. Mais cette justification n'a pas suffi à calmer les réactions du Congrès et du Pentagone face aux risques de cybersécurité révélés. La ligne de défense est ici aussi solide qu'un château de cartes face à la tempête politique qui a suivi.

La contre-attaque du département de la Défense force Microsoft à changer de cap

Le secrétaire à la Défense américaine, Pete Hegseth, n'y est pas allé par quatre chemins. Dans une vidéo postée vendredi sur le réseau social X/Twitter, il a sorti l'artillerie lourde : « J'annonce que la Chine n'aura plus aucune implication dans nos services cloud, avec effet immédiat. » Un audit de deux semaines va désormais passer au peigne fin tous les contrats cloud du département de la Défense.

Le sénateur républicain Tom Cotton, qui préside la commission du renseignement, a enfoncé le clou en réclamant la liste complète des contractants utilisant du personnel chinois. Dans sa lettre au Pentagone, rapportée par Reuters, il rappelle que « le gouvernement américain reconnaît que les capacités cyber de la Chine constituent l'une des menaces les plus agressives et dangereuses pour les États-Unis. » Frank Shaw, le porte-parole de Microsoft, a préféré rapidement sortir le drapeau blanc en annonçant les changements. La firme de Redmond a, dit-il, pris les mesures nécessaires pour « garantir qu'aucune équipe d'ingénierie basée en Chine ne fournisse d'assistance technique pour le cloud gouvernemental du département et de la Défense et des services associés. » Une vraie communication de crise pour une entreprise dont la division cloud Azure génère plus de 25% de son chiffre d'affaires global aujourd'hui. L'enjeu était déterminant pour Microsoft, qui tire une partie substantielle de ses revenus de ces contrats gouvernementaux.

Meta fuit son deuxième procès du scandale Cambridge Analytica

Pour éviter de perdre jusqu'à 8 milliards de dollars dans une action de groupe intentée par ses actionnaires dans le cadre de l'affaire Cambridge Analytica remontant à 2018, Meta a réussi à conclure un accord à l'amiable. Pour éviter de perdre trop de plumes dans l'affaire Cambridge Analytica dans laquelle il est empêtré depuis 2028, Meta a décidé de sortir le chèque. Alors que la maison-mère de Facebook était poursuivie par ses actionnaires au travers d'une action de groupe intentée sur fond de capitalisation

en chute libre de 60 Md\$ à l'époque, un accord amiable a ainsi été conclu entre le groupe et ses détracteurs. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué, mais devrait être bien inférieur à celui que risquait de payer Meta. Cela permet également au géant des réseaux sociaux de tourner définitivement la page d'un scandale qui lui a collé à la peau pendant des années et avait valu à son CEO, Mark Zuckerberg, une audition musclée face au Sénat américain. Le procès n'en était qu'à son



deuxième jour devant le tribunal du Delaware, alors que Marc Zuckerberg et l'ancienne directrice des opérations Sheryl Sandberg devaient être appelés à la barre la semaine prochaine. Les avocats de deux parties ont quitté le tribunal sans faire de commentaires. Un porte-parole du géant des réseaux sociaux a déclaré que la société n'avait aucun commentaires à faire.

5,1 Md\$ d'amende versés à la FTC

Il s'agissait d'un second procès

portant sur l'affaire Cambridge Analytica, le premier ayant été mené par la FTC et qui avait débouché sur le versement d'une amende de 5,1 Md\$ en 2019. Depuis, Facebook était prêt à tout pour éviter un nouveau procès. Pour rappel, dans l'affaire Cambridge Analytica, 87 millions de profils Facebook ont été exploités sans le consentement des utilisateurs pour des campagnes de marketing politique très ciblées pendant l'élection présidentielle américaine de 2016 visant à favoriser l'élection de Donald Trump.

Subaru triple la mise en électrique

D'accord, on parlera de facelift pour la Solterra. Mais l'E-Outback et l'Uncharted sont vraiment nouveaux. Enfin, pas tout à fait si on considère qu'il s'agit des dérivés Subaru des bZ4X, bZ4X Touring et C-HR+.



Avouons-le tout de go, rien de surprenant à tout cela. Non seulement parce que nous savons depuis un certain temps que Toyota et Subaru ont uni leurs forces dans le domaine de l'électrique, mais aussi parce que le Trailseeker - qui est la version américaine de l'E-Outback - avait déjà clairement laissé entrevoir à quoi ressemblerait une telle Toyota électrique (ici, la bZ4X Touring) après un passage sous le crayon des designers de Subaru.

E-Outback

En donnant des airs de tout-chemin à son SUV électrique allongé, Subaru voudrait nous faire oublier la vraie Outback (qui existe toujours aux États-Unis), ce que la E-Outback fait d'abord et avant tout avec une allure aventureuse. Il s'agit de protections noires pour les passages de roues, d'un ensemble de barres de toit imposantes et, bien sûr, de quatre roues motrices. Bien sûr, cette transmission intégrale symétrique ne passe plus par une liaison mécanique, les quatre roues sont entraînées par la grâce des deux moteurs électriques (un par essieu). Ensemble, ces derniers produisent 375

ch, ce qui devrait permettre de passer de 0 à 100 km/h en 4,4 s. Si vous restez raisonnable avec l'accélérateur, les 74,7 kWh de la batterie devraient vous permettre de parcourir 450 km. Grâce à la garde au sol de 21 cm - et donc à l'appellation 4X4 - cette distance ne doit pas nécessairement être parcourue sur l'asphalte. Nous tenons à rappeler que vous pouvez donc acheter la même configuration de moteur (et le même design) chez Toyota également. La bZ4X Touring est également disponible dans une configuration à un seul moteur électrique. Ce qui offre à cette Toyota - avec la même batterie - une autonomie un peu supérieure à celle de l'E-Outback. Et elle sera probablement aussi moins chère (nous attendons encore les prix définitifs).

Solterra

Le Solterra a été le premier résultat de l'entente entre Subaru et Toyota. Les deux véhicules électriques se distinguaient l'un de l'autre uniquement par des détails. Nous savions que cela n'allait pas changer avant quelques mois. En effet, parallèlement au dévoilement du Trailseeker aux États-Unis, Subaru a également lancé

le lifting de son crossover de format compact. Ce qui signifie que nous savons déjà depuis un moment que la plus grande nouveauté concerne la version AWD plus puissante (338 ch). Et l'autonomie accrue (500 km grâce à une batterie de 73,1 kWh). L'innovation est visible : les passages de roue noirs sont désormais réservés à l'E-Outback, qui est essentiellement la version break du Solterra. Sur la cinq portes, ces panneaux seront désormais de la couleur de la carrosserie.

Uncharted

Ce qui nous amène à la principale nouveauté. En effet, l'Uncharted se montre pour la première fois... du moins sous le pavillon Subaru, car techniquement (ainsi que de profil), il s'agit manifestement du C-HR+ de Toyota. Toutefois, contrairement aux deux autres, Subaru a un peu plus imprimé son propre design. Tant la proue que la poupe présentent un style spécifique qui se démarque clairement de ce que Toyota propose dans son showroom. À l'intérieur, la différence est également visible, même si elle est plus limitée qu'à

l'extérieur. Le volant est l'élément le plus révélateur. Non seulement à cause du logo sur le moyeu central, mais aussi à cause de sa forme angulaire (le C-HR+ est équipé d'un cerceau arrondi). Ensuite, l'Uncharted rentre dans le rang. Techniquement, il n'y a guère de différence, ce qui signifie que même la version AWD de l'Uncharted peut compter sur 338 ch, puissance qu'elle tire d'une batterie de 77 kWh. Contrairement au Solterra et à l'E-Outback, Subaru propose également des variantes traction dans sa gamme Uncharted. Vous pouvez donc également opter pour une version à un seul moteur de 167 et 224 ch qui s'appuient respectivement sur un pack de cellules de 57,7 et 77 kWh. Dans ce dernier cas, vous devriez parcourir 585 km avec une charge. Une fois l'énergie épuisée, une demi-heure sur le chargeur rapide suffit pour refaire le plein de 10 à 80 % (à une puissance de 150 kW) même par une température de -10° C. Après quoi Subaru réussit enfin un coup technologique. En effet, à notre connaissance, le C-HR+ est équipé d'un onduleur interne de 11 kW. L'Uncharted, quant à lui, est équipé de série d'un onduleur de 22 kW.

asa : un moteur électrique record de 738 ch pour 13 kg

Propriété de Mercedes, le motoriste britannique Yasa vient de développer un moteur électrique de 738 ch pesant seulement 13,1 kg. Un nouveau record de densité de puissance qui pourrait révolutionner la mobilité haute performance. Fondée au Royaume-Uni, Yasa Motors s'est spécialisée dès ses débuts dans les moteurs électriques à flux axial, particulièrement compacts et puissants. Cette technologie a rapidement attiré l'attention des constructeurs premium. Ferrari fut l'un des premiers à adopter les blocs

Yasa dans sa SF90 Stradale, puis dans la 296 GTB. En 2021, Mercedes-Benz rachète officiellement Yasa pour alimenter sa transition vers des groupes motopropulseurs haute performance électrifiés, notamment pour les modèles AMG. Basée à Oxfordshire, l'entreprise reste indépendante dans ses recherches, tout en bénéficiant des moyens industriels du groupe allemand. Outre Ferrari et Mercedes-AMG, Yasa fournit également Lamborghini. Sacrée carte de visite !

Un record de densité énergétique

Le dernier exploit en date ? Un moteur électrique délivrant 738 ch pour seulement 13,1 kg. Cela correspond à une densité de 56 ch/kg, un nouveau record mondial non officiel toutes applications confondues, selon Yasa. À titre de comparaison, la référence précédente — l'Equipmake HPM-400 utilisée dans l'aérospatiale — plafonne à 54 ch/kg. « Ce résultat est une démonstration d'innovation industrialisable, sans recours à des matériaux exotiques ni à l'impression 3D », précise Tim Woolmer, fondateur et directeur technique

de Yasa. Sans cobalt-fer, sans fil Litz ni technologie d'impression additive, ce prototype redéfinit les possibilités d'un moteur à flux axial destiné à la production. Yasa assure que la production pourrait atteindre 50.000 unités par an dès validation, depuis son site d'Oxfordshire.

Un futur encore flou, mais prometteur

Yasa n'a pas encore précisé quelles voitures bénéficieront de ce nouveau moteur. Mais au vu de ses partenaires actuels — Ferrari, Lamborghini, Mercedes-AMG — on peut

imaginer un avenir très haut de gamme, voire exclusif. Ce moteur pourrait équiper la prochaine génération d'hypercars électrifiées, où chaque kilogramme gagné compte double. À l'heure où l'efficacité énergétique devient cruciale autant pour les performances que pour la sobriété, Yasa impose une nouvelle norme pour les groupes motopropulseurs électriques. Le tout, sans artifice technologique, mais avec une rigueur d'ingénierie qui n'a rien à envier aux motoristes historiques de la combustion.

Mots fléchés

Promotions	↓	Ensemble des poils	↓	Sortit son arme	↓	Note de musique	↓	Moyen	↓	Ville touristique du Cher	↓	Enzyme	↓
Incident				Sévères		Négation				Naguère le loup			
	→			↓		↓		Chaîne de montagnes	→	↓			
								Cité légendaire					
Orna		Traîneau	→					Fleuve côtier	→			Soufferte	
		Démonstratif						Lac américain				↓	
	→	↓				Qui ont de gros os	→						Rigole
Période de séance	→							Héros de Brecht		Parapet	→		↓
Vin blanc italien								↓					
	→			Bramer		Large cuvette	→			Ceinture jaune	→		
						Département français							
Éructées		Besogne	→	↓		↓				Conteste	→		
										Bringue			
	→				Argon	→		Grefe	→	↓			Blessées
								Bas morceau					
Fleurs		Déclaration de ce qu'on a vu	Religieux retiré		Golfe marin	→		↓	Reste	→		Capitale transalpine	↓
					Etain				Circonvolution				
	→	↓	↓		↓	Sombre	→		↓			↓	
						Fleuve espagnol							
Efface	Erbium	→		Néon	→		Bons moments	→					
	Mouvement en tribune			Alcaloïde extrait de la fève de calabar			Champion						
	↓			↓			↓			Habitant	→		
					Charpente	→				En dehors			
Passe-temps	→							Fonctions	→	↓			
Bonne humeur								Condition					
	→				Ecrivain français		Veuf	→				État indien	Pénétrées
							Sponsor					↓	↓
Faculté	Département français	→			↓	Note de musique	→		Partie d'une fleur	→			
	Félicé								Annonce la spécialité				
	↓		Chaton de fleur	→				Actinium	↓	Espion d'un roi	→		
			Qui exprime la joie							Tiret			
Viande dure	→		↓			Chanteur châtré	→	↓		↓			
Administration de biens						Pièces de vaisselle							
	→				Extrémité cornée	→			Autorité à la télé		Petite sainte	Elimine	
					Baie jaune				↓		↓	↓	
Prénom féminin	→			Atome	→			Division héréditaire	→				
Note de musique				Fin d'infinif									
	→		Ancienne tour de Paris	→	↓			Localisé	→				
Qualifications	→						Pourries	→					



DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS

Mobilisation de 19.000 éléments et d'un important matériel

La Direction générale de la Protection civile (DGPC) a mobilisé, cet été, dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les feux de forêt, plus de 19.000 éléments d'intervention, tous grades confondus, a indiqué, dimanche à El-Tarf, le Directeur général de ce corps constitué, le colonel Boualem Bourelaf. Le DGPC, en visite d'inspection dans la wilaya d'El-Tarf, a précisé que cet effectif est appuyé par 704 camions anti-incendie répartis au niveau de 505 unités de la Protection civile, 3.770 Centres de surveillance à travers le territoire national (dont 65 Centres mobiles pour l'intervention rapide) et 198 autres relevant de 6 colonnes mobiles de lutte contre les incendies. Il a précisé que pour davantage d'efficacité dans la lutte contre les incendies de forêts, 150 éléments du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux, relevant de la Protection civile, sont prêts à intervenir, en plus d'avions de reconnaissance aérienne et d'hélicoptères. Le DGPC a insisté, au cours de la visite qu'il a effectuée à El-Tarf aux côtés de nombreux cadres centraux de ce corps et des autorités locales, sur l'état de préparation optimal des moyens humains et matériels déployés pour l'été 2025 en matière de prévention et de lutte contre les incendies de forêts et de superficies agricoles. Cette visite, a ajouté le colonel Bourelaf après avoir écouté, au siège de l'unité principale de la Protection civile d'El-Tarf, un exposé sur le dispositif mis en place dans cette wilaya, "s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme annuel de la DGPC relatif au suivi sur le terrain de l'avancement des opérations sur le terrain, liées au dispositif opérationnel de lutte contre les feux de forêts". La visite de terrain vise également à s'enquérir des moyens opérationnels mis en place, notamment la colonne mobile, dans un contexte, de hausse sensible des températures au cours de cette période marquée par l'enregistrement de quelques feux de forêts", a ajouté M. Bourelaf, soulignant que les directives nécessaires ont été signifiées aux responsables locaux de la direction de la Protection civile et aux responsables de la colonne mobile, relatives, notamment, au renforcement de la coordination avec les différents secteurs comme la Conservation des forêts, la Gendarmerie et la Sûreté nationales.

AVEC UN TAUX DE RÉUSSITE DE 98,16% AU BAC

Les Ecoles des Cadets de la Nation enregistrent d'excellents résultats

Les Ecoles des Cadets de la Nation du cycle secondaire ont enregistré d'excellents résultats au baccalauréat (session juin 2025), avec la réussite à l'examen de 1129 cadettes et cadets, soit un taux de 98,16%, indique, dimanche, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Suite à l'annonce des résultats des épreuves du Baccalauréat pour la session juin 2025, les promotions des Ecoles des Cadets de la Nation du cycle secondaire, ont enregistré d'excellents résultats, dont 1129 ca-

dettes et cadets ont obtenu leur baccalauréat, soit un taux de réussite de 98,16% sachant que dans la filière des mathématiques, le taux de réussite a atteint 100% et que les cadettes ont également enregistré un taux de 100% de réussite", précise la même source. "Ces excellents résultats reflètent l'intérêt particulier accordé par le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire aux Ecoles des Cadets de la Nation. Ces exploits confirment également le haut niveau de ces Ecoles, ainsi que la rigueur et le dévouement des

enseignants et des cadres œuvrant avec abnégation à atteindre les objectifs escomptés", note le communiqué. En cette occasion, le Général d'Armée Saïd Chagnegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire "présente ses félicitations à tous les lauréats et les cadres qui ont participé à la réalisation de ces résultats honorables, leur souhaitant davantage de succès et d'épanouissement", conclut le communiqué du MDN.

BAC 2025

Le taux national de réussite des candidats scolarisés a atteint 51,57%

Le taux national de réussite des candidats scolarisés à l'examen du baccalauréat (session juin 2025) a atteint 51,57%, a annoncé dimanche le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, lors d'une conférence de presse. "Tout candidat ayant obtenu une moyenne générale égale ou supérieure à 10/20 à l'examen du baccalauréat au titre de cette session, est considéré admis", a précisé le ministre, soulignant que le nombre de bacheliers a atteint "367.122 dont 24.732 ont obtenu une moyenne supérieure à 16/20". Le ministre a également indiqué que "1754 candidats l'ont eu avec mention excellent, dont 54 candidats libres", considérant que ces résultats nous inspirent "de la fierté car les lauréats incarnent les compétences de l'Algérie et son avenir prometteur". Concer-

nant les autres mentions, 22.978 bacheliers ont obtenu la mention "Très bien", 42.421 la mention "Bien", et 73.910 la mention "Assez bien". Le ministre a relevé une "hausse des taux de réussite" dans certaines filières comme les mathématiques et les techniques mathématiques, alors que d'autres filières ont enregistré une "baisse", notamment les arts, les sciences expérimentales, la gestion et économie, les langues étrangères ainsi que les lettres et philosophie. S'agissant du classement par wilaya, M. Sadaoui a indiqué que "la wilaya de Tizi Ouzou a maintenu sa première place avec un taux de réussite de 62,83%, suivie de la wilaya de Relizane avec 62,09%". Par ailleurs, l'Ecole internationale algérienne en France a affiché un taux de réussite de 80%, tandis que les Ecoles des cadets de la na-

tion ont enregistré un taux de 98,16%, avec en tête l'élève Saadi Mouayad de l'école de Bejaia, qui a obtenu une moyenne de 19,41 dans la filière mathématiques. Pour les bacheliers parmi les personnes aux besoins spécifiques, l'élève Hamdani Salah dans la catégorie "Handicap moteur", du lycée "Allagui Salah" à Dréan (wilaya d'El Tarf), a obtenu la moyenne de 18,29 en Gestion et économie. Dans la catégorie "non-voyant", l'élève Hamdi Mounib Abderrahmane, du lycée "Frères Amrani" à Batna, a obtenu une moyenne de 16,87. Dans la catégorie "sourd-muet", l'élève Tidjani Elyes, du lycée Hali Abdelkarim (wilaya d'El Oued), a décroché la moyenne de 15,93 en sciences expérimentales. Le ministre a également révélé que "plusieurs établissements d'enseignement publics et privés ont obtenu un taux de

réussite complet, dont le lycée mathématique Mohand Mokkabi à Alger". Par ailleurs, le ministre de l'Education nationale a exprimé sa considération pour les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur du secteur de l'éducation nationale, notamment à travers la promulgation du statut particulier, du régime indemnitaire, et l'amélioration des conditions socioprofessionnelles de l'ensemble de la famille éducative. Concernant la prochaine rentrée scolaire, placée sous le thème de "la sécurité sanitaire", M. Sadaoui a souligné que son département œuvre à ce que la prochaine rentrée soit réussie et exceptionnelle, notamment à la lumière de la poursuite du renforcement des acquis socioprofessionnels en faveur de la corporation de l'éducation nationale.

VISITE DU PRÉSIDENT ZIMBABWÉEN

L'Algérie expose ses atouts technologiques et industriels

Synthèse R E.

En visite officielle de deux jours en Algérie, le président de la République du Zimbabwe, M. Emmerson Mnangagwa, a consacré la journée de dimanche à plusieurs visites de terrain illustrant les avancées technologiques, industrielles et pharmaceutiques de l'Algérie. Ces déplacements traduisent l'intérêt partagé entre Alger et Harare pour une coopération bilatérale renforcée, fondée sur le transfert de savoir-faire et l'intégration économique. Accompagné de membres du gouvernement algérien, dont le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Badari, et le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, le président zimbabwéen s'est d'abord rendu au Pôle

scientifique et technologique de Sidi Abdallah. Sur place, il a visité des stands mettant en avant les projets de recherche algériens dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) et les innovations réalisées par les étudiants des universités nationales. Des explications détaillées lui ont été fournies sur les différentes technologies exposées, soulignant les progrès de l'Algérie dans la recherche appliquée. Dans un deuxième temps, le président Mnangagwa a visité le siège de l'Entreprise nationale des Matériels agricoles et de pêche (ENMAP) à El Harrach, filiale du groupe AGM Holding. Il y a découvert un large éventail d'équipements agricoles fabriqués localement, dont des moissonneuses-batteuses, des semoirs mono-graines, des machines de conditionnement et des tracteurs issus des

usines de Constantine (EPE ETRAG) et de Sidi Bel Abbès (EPE CMA). Cette visite a mis en lumière le potentiel industriel algérien dans le domaine des machines agricoles, un secteur d'intérêt stratégique pour le Zimbabwe. Enfin, le président Mnangagwa a clôturé sa tournée par une visite au siège du groupe pharmaceutique Saidal, également situé à El Harrach. Il s'est intéressé aux lignes de production de médicaments génériques, dont une trentaine de produits anticancéreux et des capsules dédiées aux diabétiques, insuffisants rénaux et personnes allergiques. Ces produits couvrent largement les besoins du marché algérien. Le chef d'Etat zimbabwéen s'est déclaré impressionné par les capacités de production et l'organisation du secteur pharmaceutique en Algérie.